Vol 16 # 51 • Du 21 au 27 Juin 2023

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

DEUX OUVRIERS ASSASSINÉS À LA CODEVI !



Voir page 3

Des responsables syndicaux fustigent le comportement des forces de l'ordre de la Compagnie de développement industriel (Codevi) et attribuent aux patrons de cette entreprise de sous-traitance la responsabilité des 3 meurtres.

QUAND LE CANADA ENTEND HUMILIER HAÏTI !



Voir page 4

La ministre des Affaires étrangères canadiennes, Mélanie Joly



Qui se ressemble finit par s'assembler !

Par Berthony Dupont

C'est l'histoire du Parti Haïtien Tèt Kale (PHTK) de Michel Martelly que préside Liné Balthazar. Au cours de cette dernière et amère décennie, ce parti est devenu la risée de la politique haïtienne tant il a été décrié. Ses deux mandats n'ont pas rendu de grand service au pays à force de semer le chaos.

Ce n'est pas une histoire tout à fait banale. Il ne s'agit pas d'une simple fantaisie, puisqu'au sein même de ce camp politique, issu d'une même idéologie existe des divergences internes d'approches et de stratégies. Et la classe politique haïtienne dans son intégralité n'en demandait pas plus. En fait, la seule différence qui existait entre elle et le PHTK d'alors, aurait été les moyens pour le remplacer à tout prix pour continuer la même politique.

Pour l'histoire, rappelons que la première Administration phtkiste sous la présidence de Michel Martelly a été la déception au superlatif. La seconde, celle de Jovenel Moise n'en pouvait faire mieux que de s'empirer davantage, puisque définitivement le vers était dans le fruit. Au moment où Jovenel Moïse pensait qu'il pourrait agir autrement, le PHTK était même passé à l'opposition contre sa progéniture, la deuxième version du régime phtkiste.

Ce n'est pas sans raison que le PHTK, juste après l'assassinat du Président le 7 Juillet 2021, n'avait pas agréé la prise du pouvoir par le Premier ministre à l'intérim Claude Joseph mais s'était bien réconforté avec l'arrivée du Dr. Ariel Henry qui a été imposé au Président Jovenel Moise par l'autorité suprême du parti, le maître-chanteur, le corrompu, le vassal de l'impérialisme, l'ancien Président Michel Martelly.

Comme vous avez pu le constater, sans l'ombre d'un doute, le PHTK et ses alliés avaient tout bonnement signé l'Accord du 11 septembre 2021, incluant l'un des pires opposants du Président Jovenel, le Secteur Démocratique Populaire (SDP) d'André Michel et la Fusion des sociaux démocrates pour ne citer que ceux-là, scellant ainsi l'arrêt de mort du pays sur la base d'un consensus politique trouvé autour de ce Premier ministre de facto.

L'engouement avec lequel l'ex-opposition à l'Administration de Jovenel Moise allait rejoindre le PHTK a dépassé les bornes. Rien de tel, en effet, pour susciter l'enthousiasme de vivre dans un luxe insolent et de gagner du terrain politique non pour la rupture qu'elle prônait mais pour la continuation de l'infamie. Et ce pouvoir de facto a été vite baptisé de troisième version du régime Phtkiste. Cela en revanche n'a pas empêché, pour semer la confusion, qu'un membre influent de cette alliance contre nature, le porte-parole du Secteur Démocratique et Populaire (SDP), Me André Michel, continue à injurier le PHTK. La matrice d'où est sorti son Premier ministre Ariel Henry.

Comble d'ironie, le SDP n'a-t-il pas certainement présenté cette réforme comme une immense victoire à porter à son crédit politique ? Nous ne pouvons pas oublier cette fameuse déclaration d'André Michel : le SDP mène 5 buts à 0 face au Parti Haïtien Tèt Kale (PHTK).

Quelle gloire nos acteurs de la classe politique et de la Société civile pourront tirer du fait que le PHTK soit désormais associé à leurs revendications pour ne pas dire défend ou fait semblant de défendre la même cause ? Il n'y a pas si longtemps, ils répétaient tous à l'unisson ces slogans : le PHTK a gangstérisé le pays ; le PHTK est impliqué dans le gaspillage du fonds de PetroCaribe, etc.

Pourtant, depuis bientôt deux ans, ils partagent sans aucun malaise le même gâteau de transition. C'est le propre et le point fort des membres de la classe politique haïtienne, du moment qu'elles puissent remplir leur poche et se procurer des voitures et des maisons luxueuses, c'est tout va bien dans le pays.

Qu'est-ce qui a changé depuis, pour qu'on retrouve le PHTK à la table de toutes les négociations et toujours bien représenté dans le camp adverse au pouvoir qu'il dirige. N'est-ce pas une contradiction flagrante que : le PHTK soit au pouvoir et est en même temps opposé à son propre régime ? C'est le grand paradoxe politique de l'après Jovenel Moïse illustrant ainsi les qualités je-m'en-foutistes de la classe politique.

On n'a constaté que le 30 janvier 2023, dans une note rendue publique contre le pouvoir en place, huit partis politiques dont le Parti Haïtien Tèt Kale (PHTK), Pitit Desalin, l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL), Kontra Pèp la, UNIR Haïti, LAPEH, GREH, MOPOD ont eu l'amabilité de « *présenter leurs condoléances et leurs sympathies aux familles des policiers assassinés depuis 18 mois, tout en invitant l'État à prendre les dispositions pour que ces victimes et leurs familles obtiennent réparation et considération* ». Ces structures politiques continuent dans leur note commune pour affirmer et confirmer ceci : *« après concertation avec les forces vives de la nation, ils décident de chercher une solution consensuelle durable, capable de redresser la situation du pays, rétablir la paix et la sécurité afin que la vie reprenne »*. De telles déclarations venues des courants politiques qui se disaient il y a peu opposés ne sont pas le fruit du hasard. C'est le fait qu'ils ont depuis toujours beaucoup de choses en commun qui les rassemble toujours.

D'ailleurs, il y a à peine une semaine, on a fait la même expérience avec une quelconque échappatoire de Déclaration conjointe de la Jamaïque, signée par 12 personnalités politiques. N'est-ce pas un acte de barbarie politique quand un représentant authentique de la coalition au pouvoir, Liné Balthazar (Parti Haïtien Tèt Kale-PHTK) a également signé ladite Déclaration. On n'est point étonné quand les autres signataires sont : Emmanuel Ménard (Force Louverturienne Réformiste/opposition démocratique) ; Jerry Tardieu (En Avant) ; Magali Comeau Denis (Accord du 30 Août 2021 dit Accord de Montana) ; Clarens Renois (UNIR Haïti) ; J.R. Bob Limontès (MPP) ; Edgar Leblanc (OPL) ; Poincy Jeffsky (Nou Pap Domi-NPD) ; Claude Joseph (EDE), Collectif des Partis Politiques du 30 Janvier ; Jean André Victor (MOPOD) et Maryse Narcisse (Fanmi Lavalas). C'est l'ironie du destin du monde politique haïtien d'avoir bien souvent à sa tête des forces corrompues qui sont les valets ou agents de l'impérialisme.

Sur le chemin de la lutte de classe pour un changement fondamental et révolutionnaire au bénéfice des masses opprimées et exploitées haïtiennes, les forces opposées ne sauraient se rencontrer puisqu'elles n'ont pas les mêmes aspirations et n'entreprennent point la même route, voire la même direction en vue de la destination finale. Tandis que, celles au contraire, qui vont dans la direction d'une stratégie contre le salut du peuple, bien souvent elles se rencontrent malgré leurs divergences, car elles se ressemblent. Ainsi, elles finiront immanquablement par s'assembler !

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Robert Lodimus
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Deux ouvriers assassinés à la Codevi !



Le syndicaliste Fignolé Saint-Cyr de la CATH



Le syndicaliste Télémaque Pierre

Par Marie Laurette Numa

Le jeudi 15 juin 2023, au parc industriel de la Compagnie de développement industriel (Codevi) situé sur la frontière commune entre la République d'Haïti et la République Dominicaine précisément à Ouanaminthe (département du Nord-Est) et Dajabón (République Dominicaine), suite à une altercation entre ouvriers travaillant à l'usine M2 et des agents de securité et la Police frontalière (Polifront) de la Brigade d'intervention, il en est résulté la mort sur le champ, d'un jeune garçon de 14 ans, de deux ouvriers Gerby Millien de Masava et Datilus Winer de M2, ainsi que plusieurs personnes blessées.

Le déballage de cet incident à la Codevi est du fait que des ouvriers et ouvrières étaient en train de protester contre des agents de sécurité du parc qui empêchaient une de leurs collègues ouvrières l'accès d'entrée au parc sous prétexte de sa tenue vestimentaire, que les agents avaient jugé inappropriée.

Selon ce que nous a rapporté le syndicaliste Télémaque Pierre, « L'un des agents de sécurité de la Codevi avait osé agresser physiquement l'ouvrière en question. Et cela a soulevé la colère de ses camarades de l'usine M2 qui a réagi par la suite»

Comme les agents de sécurité ont été entourés par la solidarité et mobilisation des travailleurs, la peur s'est emparée d'eux jusqu'à ce qu'ils se soient sentis menacés ; alors, ces agents de sécurité ont fait appel aux agents de Polifront et à ceux de la Brigade d'intervention, cantonnés dans un sous-commissariat de police, situé dans les périmètres du parc pour venir à leur secours face aux travailleurs.

La Centrale Autonome des Travailleurs Haïtiens (CATH) exige justice et réparations pour les familles des deux ouvriers décédés et ceux victimes de blessures graves par balles. Le syndicaliste Fignolé Saint-Cyr de la CATH critique les responsables de Codevi qui sont toujours prêts à appeler soit la police et des soldats dominicains contre les ouvriers.

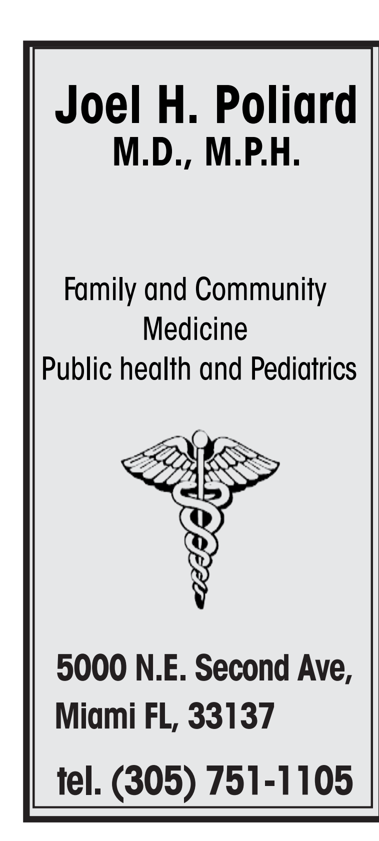


Les deux ouvriers victimes des agents de sécurité et de Polifront au service de la Compagnie de développement industriel (Codevi)

Les ouvriers qui ont été assassinés sur leur lieu de travail le 15 juin. « Nous espérons que la Communauté internationale et le gouvernement haïtien particulièrement par la filière du Ministère des Affaires Sociales exigeront de Codevi une réparation substantielle pour ces travailleurs » a fait savoir Saint-Cyr. « *Il faut que les familles de ces travailleurs bénéficient de réparations et une enquête est également indispensable pour fixer les responsabilités. Les travailleurs n'ont d'autre recours que leurs forces de travail, et toute l'économie de la zone franche Codevi est assise sur le dos des travailleurs. Au lieu que les travailleurs reçoivent le bénéfice de leur travail, ils ne reçoivent que la mort. Quand on ne les assassine pas avec des balles, ils meurent sur le lieu de travail avec leur salaire de misère. C'est une forme de répression, d'oppression contre les travailleurs dans tous les parcs industriels* »

Même réaction de la part de la Plateforme syndicale usine textile-Batay ouvriye (Plasit-Bo). « C'est un acte criminel, que nous dénonçons avec la plus grande énergie », condamne Télémaque Pierre, porte-parole de la Plasit-Bo. Et le syndicaliste indique « être en pourparlers avec des cabinets d'avocats, avant d'intenter une action en justice contre la Compagnie de développement industriel et la Police nationale d'Haïti. »

Plusieurs bâtiments de la CODEVI et voitures ont été incendiés, la destruction d'un véhicule de la compagnie, et le pillage d'une station-service (appartenant à la CODEVI) ainsi que d'un sous-commissariat se trouvant sur le périmètre. Ainsi la direction de l'entreprise a décidé de suspendre temporairement ses opérations.





Quand le Canada entend humilier Haïti !



De gauche à droite Ariel Henry et Justin Trudeau. Malheureusement, nous n'avons pas de dirigeants à la hauteur de nos ancêtres pouvant dire au gouvernement canadien : qu'il garde son aide.



Roberto Alvarez, ministre des Affaires étrangères de la République dominicaine



Homero Figueroa, porte-parole de la présidence et du gouvernement de la République dominicaine

Par Isabelle L. Papillon

C'est en grande pompe que le gouvernement du Canada, après le survol militaire de leur avion dans les airs d'Haïti, puis le déploie de deux navires de la classe Kingston dans les eaux territoriales haïtiennes vient d'annoncer le jeudi 15 juin 2023 l'octroi d'une quelconque aide à la police haïtienne. Mais pour ce faire, il ouvrira un bureau pour gérer leur aumône non pas sur le territoire national haïtien mais chez notre voisine de la République dominicaine. Quel affront !

C'est avec une assurance cavalière» que la ministre des Affaires étrangères canadiennes Mélanie Joly dans un discours, a fait cette déclaration *« Nous voulons que cette cellule de coordination soit opérationnelle cet été en République dominicaine.* Et pour adoucir l'affront, elle prétend qu'Ottawa aurait également une *« équipe à Port-au-Prince pour travailler main dans la main « avec des experts de première ligne. »*

N'est-ce pas une autre façon de dénigrer le pays comme l'avait fait l'ancien président américain Donald Trump en nous qualifiant de pays de merde. L'idée qui a fini par prévaloir : il n'y a même pas un endroit approprié pour flanquer un bureau appelé à coordonner les efforts pour fournir de l'équipement, de l'argent et des sessions de formation dont la force de police haïtienne a besoin. Et qui seront les employés à ce bureau, pas nécessairement des haïtiens pour gérer la manne de 20 millions de dollars ?

Pour montrer son dédain à l'égard du pays qu'il prétend aider, le sous-impérialisme canadien à la traine des Etats-Unis d'Amérique pour justifier la légèreté même de sa soi-disant aide n'avait même pas jugé bon de négocier avec les autorités dominicaines le projet d'établir un bureau sur leur territoire. Car il pense agir en territoire conquis, il peut, n'importe où, faire tout ce que son désir impérial lui dicte. Heureusement, les autorités du gouvernement voisin de la République dominicaine ne sont pas aussi insouciantes de leur pays que celles imposées par les diplomates du Core group en Haïti. Ainsi, elles ont vite réagi pour mettre le Canada dans son rôle par la voix du président de l'Institut Duartiano qui a froidement rejeté la mesure exposée par, Mélanie Joly, la ministre des Affaires étrangères du Canada.

Dans la même veine, le ministre des Affaires étrangères dominicaines, Roberto Alvarez, n'a pas tardé pour répliquer dans un message diffusé sur les réseaux sociaux. *« Le gouvernement dominicain confirme qu'il n'a pas discuté, convenu ou accordé quelconque autorisation pour l'installation sur notre territoire d'un bureau de coordination en appui à la Police nationale d'Haïti, tel que l'indiquent les informations d'un média canadien* » Bravo !

Même son de cloche de la part de Abel Martínez Durán, candidat à la présidentielle dominicaine « *Nous rejetons l'intention du Canada d'ouvrir des bureaux en République dominicaine pour supposément coordonner l'aide au pays voisin. Qu'il les installe en Haïti !* », a-t-il fait savoir.

Le porte-parole de la présidence et directeur de la stratégie et de la communication du gouvernement Homero Figueroa pour sa part, via son compte Twitter a assuré que Saint-Domingue « *n'a pas accepté ou n'acceptera à l'avenir aucune initiative qui affecte la souveraineté nationale. Notre politique en la matière reste inchangée »*, a-t-il déclaré Il a également souligné que pour des raisons historiques, la République dominicaine ne peut participer à aucune initiative qui l'engage à mener des actions directes dans ce pays.

Pourtant du coté haïtien, c'est un silence de cimetière. Cette humiliation du Canada à Haïti n'a fait ni chaud ni froid à leur subalterne Dr. Ariel Henry à la Primature. Aucun des partis politiques également n'a osé réagir à cet affront. Comme ils sont tous dépendants de la mamelle puante de l'impérialisme, il se pourrait, qu'ils n'ont même pas remarqué quelque manque d'égard que ce soit du Canada à notre endroit.

Certains pays pour qu'ils sachent qu'ils existent vraiment, il leur faut dominer et appauvrir d'autres pays, de sorte que plus tard, ils se comportent en pays bienfaiteurs. Le peuple haïtien ne demande qu'une chose à ses grandes puissances : cesser de s'ingérer dans les affaires internes du pays et nous laisser faire à notre guise car nous pouvons nous-mêmes en tant que peuple-travailleur, peuple-lutteur, lutter avec nos faibles moyens pour nous sortir de cet abime dans lequel le colonialisme, et la domination impérialiste continuent à nous enfoncer !

Malheureusement, nous n'avons pas de dirigeants à la hauteur de nos ancêtres qui nous ont légué ce coin de terre. A la hauteur de ce qu'Haïti représente historiquement, la seule réponse que mérite le gouvernement canadien serait qu'il garde son aide. Nous ne pourrons pas accepter cette aide assortie d'humiliation de notre souveraineté nationale. Nous sommes un peuple en guerre et nos ennemis nous ont appauvris, mais nous ne sommes pas pauvres au point d'accepter n'importe quoi et n'importe comment. La patrie ou la mort, nous vaincrons !



Abel Martínez Durán, candidat à la présidentielle dominicaine

Aucune négociation possible entre « Le Diable et le Bon Dieu »!



Qu'est donc devenue la patrie glorieuse et honorable de nos ancêtres, après les euphories et les espoirs soulevés par la révolte massive du 7 février 1986, qui a conduit au renversement du régime duvaliérien? Crédit : Bill Gentile/Corbis

Par Robert Lodimus

Qu'importe…?
Qu'importe ma sœur?
Qu'importe mon frère?
Et si tu dois crever au « Fort de Joux,
À « Guantanamo »
Ou dans une quelconque prison secrète,
Pars en paix et sans regret.
Le combat des pauvres
Est comme le « flambeau olympique ».
Il voyage de main en main
Pour arriver à destination.

(Robert Lodimus, **L'Inconnu de Mer frappée**, roman, 313 pages)

Nous avons conçu et animé la populaire série « **Ces mots qui dérangent** » de 1995 à 2001 sur Radio Plus, à Port-au-Prince, en Haïti. Exercice agréable. Utile à bien des égards. Pour plusieurs raisons : l'entreprise nous a permis d'évaluer les compétences intellectuelles et professionnelles de l'élite universitaire, de jauger la profondeur des idées et de tester la rationalité des réflexions formulées par les individus qui aspirent à gouverner la République de Dessalines et de Pétion. Nous en sommes arrivés à une vérité triste et imparable : en Haïti, comme dans plusieurs autres pays, les politiques ne sont pas aimantés par les sentiments d'un patriotisme rassembleur et constructeur. Leur indéfectibilité au regard de l'engagement sociétal se mesure à l'aune de l'opportunisme, du misanthropisme et de l'amorphisme. En Haïti, les intérêts individuels et groupusculaires priment sur l'émancipation sociale et le progrès économique des collectivités urbaines et rurales. Dans cet univers machiavélique, – et le qualifiant est trop faible –, il n'y a toujours pas de place pour la moindre étincelle de commisération sociale.

Tout un pays est en train de sombrer sous les yeux indifférents d'une oligarchie rebutante, fastidieuse. La rencontre avortée de la Jamaïque ne résulterait-elle pas d'un échec flagrant de la méconnaissance de l'univers politique scientifique ? Les mercenaires impitoyables de la politicaillerie ne pensent qu'à se remplir la panse et les poches. Comme les crocodiles de l'Australie. Alors que les populations de la ruralité et des bidonvilles urbains dépérissent. Depuis 7 février 1986, ceux-là qui ont investi l'espace du pouvoir politique se sont révélés incapables de réfléchir et de proposer un plan de sauvetage qui permettrait au moins à la « base » de remonter à la surface. Nous avons emprunté le mot guillemeté à « **Parole d'homme** » de Roger Garaudy qui explique: « La base, c'est cette partie de la population d'une société qui est à la fois privée de l'**avoir**, du **pouvoir** et du **savoir**. »

Le bien-être d'une société passe nécessairement par la démocratisation de ces trois éléments consubstantiels signalés par l'auteur de « **Les Mythes fondateurs de la politique Israélienne** » qui a fait encore cet autre constat: « Le fait essentiel n'est pas que la base est pauvre, sans pouvoir politique réel, sans culture, c'est que les maîtres l'ont dépouillée de l'avoir, du pouvoir, et du savoir, par le jeu des exploitations, des oppressions, des dominations. »

La germination constante des idées nouvelles dans les « jardins de l'intelligence» a permis à certaines régions privilégiées du globe de progresser vers le développement durable. Mais cela ne s'est pas réalisé sans l'aménagement d'un cadre de recherche scientifique et d'un espace d'initiative cartésienne. Les universités sont devenues des amphithéâtres déterminants où le présent et l'avenir des pays sont joués de manière positive sur une base permanente et régulière. On fait de la politique pour le peuple, mais pas avec le peuple. Même si le pouvoir vient de lui. Parfois, comme Fidel Castro, Thomas Sankara, Mouammar Kadhafi, Hugo Chavez, etc., il faut le contraindre à suivre la voie qui soit susceptible de déboucher sur son bien-être social, politique, économique et culturel. Pour son malheur, Jean-Bertrand Aristide l'ignorait.

Le sociologue Gustave Le Bon, dans « **Psychologie des foules** », l'a bien signalé : « Les foules sont des agrégats d'individus amorphes, incapables de comprendre et de résoudre des problèmes complexes. »

L'émission « **Ces mots qui dérangent** », que nous avons animée, a nourri durant six ans la prétention de vouloir créer un environnement dynamique, sain et respectueux, dans le but de rassembler les cerveaux fertiles : les politiques, les intellectuels, les artistes, les professionnels… qui ont la responsabilité de faire évoluer les grands débats sur les causes du naufrage de la République. Elle devait être en quelque sorte une espèce de boîte noire dans laquelle seraient stockées des informations précieuses sur chaque moment de déroulement de la « catastrophe nationale », et qui aurait pu servir à repenser le devenir des collectivités territoriales. Pour sauver le malade, le médecin pose d'abord un diagnostic, puis lui prescrit des médicaments qui puissent le guérir. Les investissements monétaires ne valent absolument rien, n'aboutissent à aucun résultat dans un contexte environnemental soumis à une crise de pensée et à un déficit d'idée. Régis Debray écrit : « *La tâche de l'intellectuel est de dénoncer ce qui est. Sa tâche n'est pas de séduire.* »

Avec les années, nous en sommes parvenus à la conclusion que le cas d'Haïti exige la solution extrême : **l'intervention chirurgicale**. Seule l'ablation des parties affectées laisserait à la patiente une chance de rémission et de guérison.

Des trois personnages émergés des événements du 7 février 1986, – Jean-Bertrand Aristide, René Préval, Gérard Pierre-Charles –, un seul vit encore. Gérard Pierre-Charles est décédé à Cuba le 10 octobre 2004. René Préval est allé le rejoindre le 3 mars 2017. En ce moment, Aristide doit être en train de réfléchir lui-même sur son avenir, – tout court –, dans cette capitale morbide qui recule les yeux fermés devant le népotisme, le banditisme et le médiocratisme. Le cercle de la gérontocratie féminine et masculine, qui rassemble les politicailleurs traditionnels, à première vue se clairsème. L'âge et la maladie les emportent. Mirlande Manigat, Victor Benoît, Jean André Victor, Himmler Rebu, Evans Paul, Fritz Larsen, et qui d'autres encore, se rapprochent de plus en plus du royaume des ténèbres. Nous sommes fatigués d'entendre encore résonner certains noms vieillis par le temps, décolorés par la stérilité, dénaturés par l'inefficacité, dévernis par l'inutilité dans les cavernes de la démagogie politique. Malheureusement, la relève des fondateurs de la patrie haïtienne n'a jamais été adéquatement assurée. Toussaint Louverture, Jean-Jacques Dessalines, François Cappoix alias Capois-La-Mort sont partis trop tôt. Parmi ces soi-disant « sénateurs » et « députés » qui ont déshonoré la haute fonction de parlementaire en Haïti, lequel pouvait remplacer valablement Jean-Robert Sabalat, Renaud Bernardin, Turneb Delpé, etc.? Nous pensons encore à ce personnage, Benjamin Dupuy, qui nous a quittés dernièrement. La République ne produit plus les cerveaux éminents qui ont fait l'honneur et la gloire du peuple haïtien. Et ce n'est pas étonnant que des têtes de vipère, qui ont échappé de la boîte de Pandore, viennent encore dans les mois à venir se placer au timon de la magistrature suprême, comme Jovenel Moïse et ses prédécesseurs de « *la mafia haïtienne des tèt kale* » (MHTK). Nous nourrissons toujours l'espoir de voir la nature réserver à « ces gens-là » le sort que fit subir Panurge au marchand Dindonnault et ses moutons.

Comment une République qui a produit des hommes et des femmes illustres et célèbres comme François Mackandal, Dutty Boukman, Jean-Baptiste Perrier (Goman), Jean-Jacques Acaau, Cécile Attiman Coidavid (Cécile Fatiman), Victoria Montou, Marie Jeanne Lamartinière, des intellectuels racés comme Louis Joseph Janvier, Joseph Auguste Anténor Firmin, Jacques Roumain, Jacques Stephen Alexis, Dumarsais Estimé, Daniel Fignolé, peut-elle, comme un avion en détresse, planer si bas en trente-sept ans? Trente sept années de descente vertigineuse dans un monde qui roule à une vitesse effarante sur l'autoroute de la modernisation et de la modernité !

Qu'est donc devenue la patrie glorieuse et honorable de nos ancêtres, après les euphories et les espoirs soulevés par la révolte massive du 7 février 1986, qui a conduit au renversement du régime duvaliérien? Vous avez noté, sans nul doute, que nous n'avons pas parlé d'annihilation systémique.

Jean-Bertrand Aristide et René Préval n'ont pas vraiment accepté de se prêter au jeu transparent de la transcendance intellectuelle. À bien des égards, l'un et l'autre ne restent-ils pas des méconnus de la société haïtienne ? Ils ont accepté d'être submergés, sans réagir, sous des flots de spéculations verbales et scripturales, enterrés sous des tonnes de révélations anecdotiques qui peuvent être basées, – il faut le souligner –, aussi bien sur la vérité que sur la fausseté. Seulement du mensonge, il en restera toujours quelque chose, comme dit Voltaire.

Contrairement à Gérard Pierre-Charles, Jean-Bertrand Aristide et René Préval n'ont jamais voulu participer à des émissions de format spécial, comme « **Ces mots qui dérangent** », où ils auraient eu l'opportunité de témoigner en long et en large de leur école de pensée politique, de leur appartenance sociale, de leur philosophie économique. Quant à nous, soit dit en passant, nous gardons encore le désir d'interviewer un jour le « Chef suprême » de La Fanmi lavalas, lui donnant ainsi la possibilité de s'ouvrir à ses apôtres, à ses idolâtres. Et pourquoi pas à ses ennemis politiques et à ses nombreux détracteurs ?

Les relations tendues entre Jean-Bertrand Aristide, René Préval et Gérard Pierre Charles ont ouvert les portes de la République d'Haïti sur une catastrophe politique qui a occasionné la présence néfaste de la Minustah sur le territoire national. Il faut avoir le courage de l'écrire.



En 1986, les Haïtiens ont dansé dans les rues pour célébrer le renversement de Duvalier... CRÉDIT : Bill Gentile/Corbis

Des États du Sud de plus en plus appauvris et humiliés

La naissance du concept de « mondialisation de l'économie » a entraîné la planète sur une pente raide de violences sociales. Face à la machine infernale et puissante des « seigneurs » du monde globalisé, les classes ouvrières sont désarmées. Les gouvernements des pays pauvres, – disons plutôt appauvris –, menacés à tout moment de se faire couper les vivres, se voient obligés d'appliquer la politique d'austérité des puissants tenanciers du système financier global: Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale (BM), Banque interaméricaine de développement (BID), Organisation du commerce mondial (OCM), Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)… Ils imposent des sacrifices budgétaires cruels à leurs populations déjà enlisées et entravées dans un processus de paupérisation vertigineuse. Le dégraissage brutal des sociétés d'État, les coupures incisives dans les programmes sociaux, le gel des salaires des petits fonctionnaires, la suppression de services publics, autant de conditions pénibles et insensibles auxquelles doivent se soumettre les pays dominés afin de préserver leur caractère de solvabilité auprès des « usuriers internationaux ».

En gros, c'est cela le « plan néolibéral » qui « gestualise » l'altermondialisme au sein de la société civile. La **mondialisation** – qu'il importe de distinguer de la globalisation et de l'institutionnalisation, comme le recommande le Recteur Gérard-François Dumont – prône sans relâche une philosophie d'ouverture des économies nationales définie dans le périmètre d'un marché planétaire. Cette initiative audacieuse qui relève du mercantilisme cupide a ruiné les moyens et détérioré le mode de vie des peuples du Sud. Les conséquences se révèlent désastreuses : chômage, maladie, exode, baisse de productivité et de production, dégradation de l'environnement… Cette situation difficile maintient les organes vitaux de toute une économie locale déjà malade dans un état d'anévrisme permanent et mortifère. Le mouvement altermondialiste sonne l'alarme. Ses bannières de préoccupations et de revendications flottent sur Davos, et suivent le G7 et le G20 dans tous leurs déplacements géographiques : effacement de la dette du tiers monde, réhabilitation des valeurs démocratiques, application de la justice économique, sauvegarde et

suite à la page(19)

Fowòm Jamayik : Gagè pou 2 kòk PHTK



2 kòk PHTK yo Aryèl Anri ak Klod Jozèf

J. Fatal Piard

Si w poko janmè asiste yon jou
De matlòt k ap joure nan mache
Ou poko janm wè anyen nan vi w
Pwovèb Ayisyen

Madan Manniga alyas Grann se li ki bay tèt li doktora nan akouche oubyen ponn Konstitisyon. Se konsa Manmzèl rele tèt li Konstitisyonalis. Sa vle di l se ekspè nan akouche ou ponn Konstitisyon sadepan sou pozisyon l rete a. Akouche se sou do, ponn se sou vant. Tout peyi a alawonnbadè met ansanm pou bay Grann gwo defi pou l reponn Pèp Ayisyen an ti kesyon fasil sa kounye a. e, si l respekte tèt li fòk li ta rfeponn.

Nan ki sòm nan bib Konstitisyon 1987 la, li te ekri a li jwenn yon vèsè ki rele : Wo Konsèy Tranzisyon li te bay ti non jwèt HKT. Mesyedam lasosyete mwen pa kwè nou gentan bliye Grann toujou ap kòdase tankou poulèt pou l ki fin ponn premye grenn ze l, Oo l se se sèl grenn Ayisyen plimeank ki gen doktora nan koze akouche ou byen ponn Konstitisyon. Tout sa se pou montre n nan ki mera Pèp Ayisyen an pran.

Toutotan se kalib zentelèktyèl san prensip, san konviksyon, san ren san fyèl sa a yo ki gen lavwa ochapit Ayiti ape toujou anfouraye nan vye sitiyasyon malouk sa a yo pou lontan ankò. Pou laj Grann, li pa menm ka respekte mo l. Si laj Grann fè l pa menm ka sonje ki sa l te ekri nan Konstitisyon 1987 la, se ta premye siy ki fè wè sèvo l koumanse fè bèk atè anba kout rigwaz Alzaymè. Èske lè yon granmoun fè Alzaymè ki vle di fè maladi tèt, se nan tèt yon HKT san tèt ni kò pou yo mete w?

Bouyon rechofe

Pifò nan san konsyans ki te al fimen bòz Jamayik yo se premye fwa nan vi yo yo kontan konsa. Long kou yon ke pis Aryèl mande popilasyon kolera Minista ap fin sasinen an pou al chache delegasyon an depi aryopò Kingstonn ak manifestasyon 2 a 3 milyon moun ak tanbou banbou. Aryèl pa pè l pa krenn pou l fin krache konsa nan boul figi lopozisyon epi li vire do l antre Ayiti

Li di l satisfè sou bat bouch sa a yo ki te fèt Jamayik yo. Malerezman sa l bliye bouyon rechofe toujou gen menm vye gou a nan menm bouch ti grangou yo. Chanjman Konstitisyon, chanjman nan gouvènman, òganizasyon zeleksyon bouyivide Sekirite tout kote 24/24 nan teritwa anfouraye yo. Se 4 gwo sourit Fowòm Jamayik la akouche sèlman pran dimanch 11 pou rive madi 13 jen pase a.

Ti Klòd satilfè

Pati politik Anraje oubyen «Angaje pou Devlopman » ki se ti pati pa ti Klòd la di : ki jan l kontan pou jan ti lyetnan Apèd la te deplòtonnen flonn repwòch nan boul figi Aryèl. Pou jan moun sa a yo pale, yo te tou mache ak tout remèd solisyon pou kwape tout malentespri k ape trakase bil Ayiti depi 1492 yo. Si tèt nou byen vise sou zèpòl nou fòk nou ta mande si ti Klòd pa gentan fè Alzaymè tou menm jan ak Grann.

Pou jan ti Klòd ap pale ta sanble kout danno Alzaymè ta fè l gen tan bliye pa gen lontandesa an n di anvan 7 jiyè 2021 menm ti Klòd sa a se te pi gwo majò jon nan Primati a. Se Aryèl menm ki te vin kouri dèyè l. Se sa k esplike menm yo se de matlòt k ape goumen pou yon menm nonm ki pa pou yo youn. Sa k pi bèl la Aryèl konn ti Klòd byen e ti Klòd konn Aryèl byen tou. De grenn GNB yo gen 20 lane ap pratike epi etidye youn ak lòt.

Sa fè 20 lane depi youn pe etidye lòt la tankou silabè sou biwo patwon yo Apèd, Boulòs ak Bekè. Ti klòd te bay yon konferans ki te pi rans pase l pou l fete ki jan l te kase met nan men Aryèl. Li akize Premye minis la kòm kadejakè pwofesyonèl ki pran plezi nan fè kadejak gwo midi sou tout akò l te siyen ak pwòp men pa l. Ti Klòd te kanpe nan boul figi Aryèl pou l ba l kanè pou l di li fè zewo bare nan tout matyè yo nèt. Sekirite, Gouvènans Eleksyon Konstitisyon elatriye.

19 Senatè 40 mil dola yo

Pour listwa ap pou laverite men lis tout 19 raketè a kòl ki te pran 40.000 dola vèt kou powo pou yo te ka kwoke Loran Gagòt nan ti gòjèt Pèp Ayisyen an. Selon sa nonm Anakasis la te di sa san l pat sot vale kleren Senmichèl jis li tonbe depale. Men Ana pran tout moun nèt pou moun ki gen gwo doktora nan enbesilite. Li fè konnen se detan l nan bal kay Loran Gagòt li pran nouvèl 40 mil dola sa a.

19 senatè sa a yo te jwenn 40.000 dola yo chak pou yo te dakò pou Loran Lamòt te pase nan Sena a. Jounenjodi a, nonm Lamòt depatman trezò ameriken rekonèt li dechèpiye plis pase 60 milyon dola nan kòb Petwo Karibe a. Men non tout Senatè Raketè machann vòt pou 40 mil dola a yo. Listwa dwe mete yo nan mize Senatè Salopri Machann Vòt. Sa k pi mal la menm machann vòt sa a yo ap mache nan tout radyo al radote nan figi tout moun serye.

Epi nou pran pòz, nou ape bay bandi a sandal yo Bwa Kale sèlman. Si se konsa se lave men siye nan ma labou santi di. Men yo, Etidye lis la pou n konnen yo pakè pou jou jijman popilè a. Se Edmonde Supplice Beauzile, Wencesclas Lambert, Roodolphe Joazil, Jean Maxime Roumer, Michel Clérié, Évalière Beauplan, Anacacis Jn Hector, Lebon Carlos, Edwin Zény, Nènèl Cassy, Yvon Buissereht, Jonh Joël Joseph, Hyppolite Mélius.

Lucas St-Vil, Derex Lucien Pierre Louis, Jn. Willy Jean Baptiste, Joseph Lambert, Youri Latortue, Kelly C. Bastien. Gen 3 senatè ki te vote kont. Se Steeven Benoît, Francky Exius ak Moïse Jean Charles. Te gen youn ki te fè abstansyon Jean Baptiste Bien-Aimé. Nonm Jean A. RICHÉ et William Jeanty te tchwipe epi mache rara a kite sal la bay bann machann vòt yo. Anakasis di li menm li pat pran kòb la kach. Men l dakò l te pran plizyè grenn pòs nan diplomasi a pou grann, tantin, pitit, tatawèl, matchòpwèl, bizawèl aktout krèy komokyèl li.

Nan Kodevi : Polifwont touye 3 moun, blese 14 lòt



Men Kadavkò Gèli Milyen ak Liknè Sindè

J. Fatal Piard

Men Leta byen plase
Pou kraze brize lè l vle
Enterè tout sa k pi piti
Pou fè laboujwazi plezi
Manno Chalmay

Jou ki te jedi 15 jen an se te tèt chaje ak dlo nan je nan Wanament pou n pi klè nan izin Kodevi yo. Nan jou madichon sa a yon gwo eskandal kakosal mele ak tout yon eskonbrit te pete ant 2 ouvriye ak kèk manm nan kò lapolis yo rele Polifwont la ak ajan sekirite nan Kodevi yo. Kòm rezilta gen 2 ouvriye ak yon timoun ki soti kadav menm kote a. Anplis 3 kadav yo gen 2 antèn lapolis ak katòz (14) moto ouvriye yo ki boule tounen sann.

Se yon bouch louvri ant 2 ouvriye ak 2 polisye ki te mennen pil lanmò sanzatann sa yo Apre zak sasinay sa a polisye Polifwont yo fè sou Gèli Milyen ak Liknè Sindè ak yon lòt timoun, se jijdepè vil Wanament lan Mouche Reno Pyè ki te fè konsta legal pil kadav yo ki t ap benyen nan yon larivyè san tou wouj devan izin yo. Kòm nou ka wè l sou foto a se ak yon grenn bal nan mitan fontenn yo polisye yo te pase ouvriye yo a lenfinitif.

Ala kote polisye sa yo fò nan tire lè se pou gaspiye lavi ti malere ak ti malerèz. Men tout kò polis la te mèt met ansanm fè 10.000 grenn bal dèyè 10.000 grenn bandi. A a tout se bobin, yo tout fè flay. Apa kadav de jèn gason sa a yo, gen yon lòt timoun ki mouri anba bal toujou. Anplisdesa gen plis pase 14 lòt ouvriye ak ouvriyèz ki jwenn ak plizyè grenn bal nan tout kò yo. Men bal sa a yo pat rive koupe souf yo, yo kouri ak yo lopital kote dòktè ak enfimyè ap ba yo swen yo merite.

Selon sa anpil moun ki te la di, gwo eskonbrit sa a te pete lè ouvriye yo te al reklame liberasyon de kòlèg yo ajan sekirite Kodevi yo te arete. Nan gwo lesefrape sa a yo gen 2 nan antèn lapolis ki te nan zòn nan pase anba flanm dife. Polisye yo te bijo rele pou mande ranfò. Grenn bal zam fannfwa ak gaz lakrimojèn fè kenken anvan pou polisye ak ajan sekirite Kodevi yo te ka rive fè moun yo poze yo.

Se pa premye fwa

Fòk nou fè sonje se pa premye fwa eskonbrit konsa rive pete nan Kodevi. Lane pase jou ki te jedi 29 septanm nan gen yon gwo derespektan koze konsa pyès konsa ki te fèt prèske menm jan an. Detan ouvriye ak ouvriyèz yo t ap reklame dwa yo nonm Kapeyann nan te kanpe devan yo nan boul figi yo pou l di yo pa gen bagay konsa pyès. Lè l wè ouvriye yo deside kanpe sou brennzeng yo tout bon l te rele makout dominiken l yo.

M pa bezwen di n militè mele ak makout dominiken mele ak ras Twouiyo sa a yo ki te déjà pa vle wè Ayisyen mele ak atache ak lòt kalib bandi nan lame dominiken yo. Se pa de maspinen militè makout yo pat maspinen Ayisyen ak Ayisyèn frè n ak sè n yo nan gou jezi. Men kouman Yanik Etyèn ki se kòdonatris Batay Ouvriye te denonse zak briganday militè makout dominiken yo. Alòs Batay Ouvriye Madan Yanik ap dirije se youn nan sendika k ap batay pou defann dwa ouvriye yo.

« **Nou menm nan Batay Ouvriye, nou denonse kare bare zak sovajri san parèy militè makout dominiken fè sou Ouvriye ak Ouvriyèz nan Kodevi yo. Nou denonse tou Ajan Ekzekitif Enterimè Wanament la nonm Lima Demetriyis la ki te dakò baya tache nan lame dominiken yo otorizasyon pou yo te rantre sou teritwa Papa Desalin nan pou te vin fè zak maspinay sou pwòp**

suite à la page(19)

Ce que veut dire le vol...


L'ancien Premier Sinistre Laurent Lamothe


Les deux larrons Président Michel Martelly et Premier ministre Laurent Lamothe

Par André Charlier

L'on nous a appris que l'ancien Premier Sinistre Laurent Lamothe aurait subtilisé (= volé) 60 millions de dollars verts.

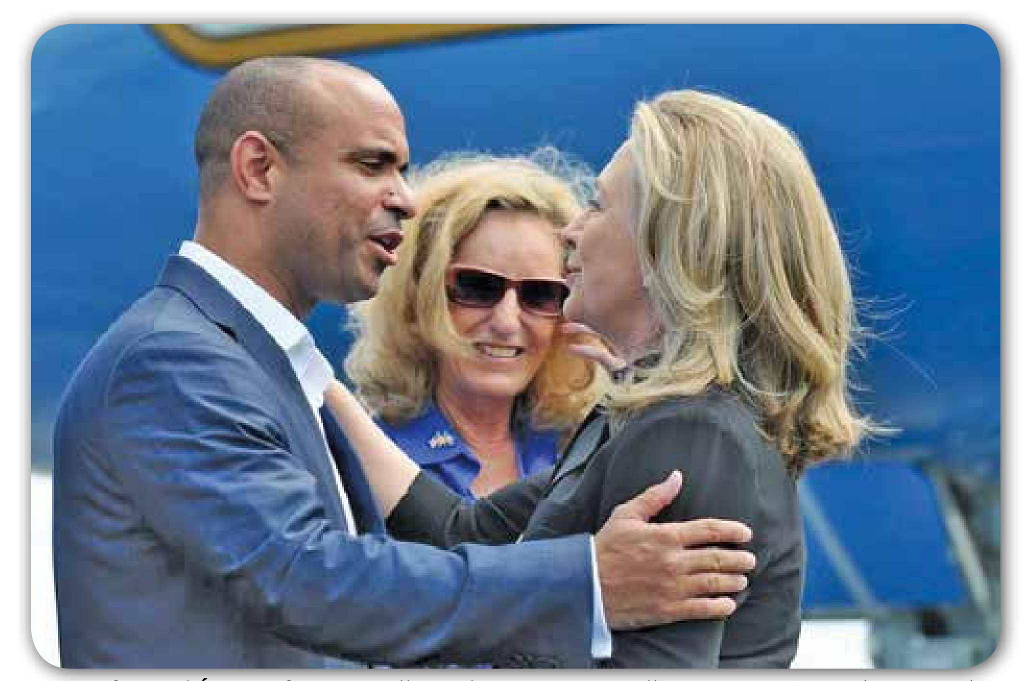
Ce chiffre énorme ne nous dit pas grand'chose de l'énormité de la chose, ni de sa saloprirude...

Recourons à quelques simples calculs. Les chiffres ne mentent pas... Enfin, pas toujours!

Je souligne que bien sûr ce n'est qu'un exemple.

Mettons qu'un travailleur gagne 500 gourdes par jour et travaille 6 jours par semaine. Cela lui fait 3000 gourdes par semaine. Il y a 52 semaines dans un an. Dans notre cas de figure, il gagnera 156 000 gourdes en un an, si le travail ou une maladie ne le tuent pas avant.

Maintenant, mettons que le Dieu Vert des Yankees soit à 175 pour une gourde. 156 000 divisé par 175 nous donne 891,43. Arrondissons à 900.


La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton est accueillie au Cap-Haïtien, le 22 octobre 2012 par le Premier ministre haïtien Laurent Lamothe et l'ambassadrice des États-Unis en Haïti Pamela White

En un an, notre travailleur aura donc gagné 900 dollars verts.

Mais ce travailleur n'est pas seul: il a une famille. Mettons que cette famille se compose de lui, de sa femme, de deux grand-parents, et de trois enfants. Je fais abstractions des tantes, oncles, cousines, cousins, elatriye. Vous savez comment que les choses sont Ye chez nous.

Il y a donc sept personnes à nourrir sur un seul salaire.

60 000 000 de dollars divisé par 900, cela fait 67 000 salaires annuels. Ces salaires doivent loger, nourrir, etc, 67 000 multiplié par 7 égalent 469 000 chrétiens vivants.

En volant 60 millions de dollars verts, Monsieur le Premier Sinistre Laurent Lamothe a donc probablement causé la réduction à la famine d'environ UN DEMI-MILLION d'Haïtiennes et d'Haïtiens.

Je vous laisse, amis lecteurs, le soin de décider quelle peine devrait sanctionner un tel crime...

Ariel Henry en campagne pour un CEP introuvable !



La cheffe du BINUH Maria Isabel Salvador et le Premier ministre de facto Ariel Henry

Par Catherine Charlemagne

(4ème partie)

Malgré la participation d'un très grand nombre d'acteurs politiques et de la Société civile haïtienne à la réunion de la CARICOM en Jamaïque sur la crise haïtienne les 11, 12 et 13 juin 2023, même en l'absence de la Présidente de la HCT (Haut Conseil de la Transition), Mirlande H. Manigat, et malgré le soutien affirmé et appuyé une semaine auparavant du Core Group par le truchement de Mme Maria Isabel Salvador, cheffe du BINUH et Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations-Unis en Haïti, la formation du Conseil Electoral Provisoire (CEP) demeure incertaine dans cette conjoncture. Et pour cause. La problématique de la sécurité est le nœud gordien empêchant toute vraie initiative relative à la formation d'un CEP crédible et consensuel avant le lancement du processus électoral. Même Mme Isabel Salvador l'avait souligné lors de sa Conférence de presse du 9 juin 2023.

« Le rétablissement de la sécurité et l'organisation des élections sont deux chantiers sur lesquels on doit travailler en même temps. Selon moi, la sécurité est importante et indispensable pour l'organisation des élections. Si on n'a pas de sécurité, ce sera très difficile même du point de vue logistique d'organiser les élections. Néanmoins, cela ne veut pas dire qu'il faut travailler exclusivement sur la sécurité. Au niveau du BINUH, on continue d'appuyer le gouvernement et les acteurs sur les aspects qui vont aboutir à l'organisation des élections. Mais, pour arriver aux élections, on doit être capable de garantir un minimum de sécurité. On fait d'énormes efforts pour y parvenir » avait-elle déclaré. D'ailleurs, alors que la Société civile marque clairement son opposition au processus en cours, les politiques, eux, continuent de marquer à la culotte le Premier ministre. Prenons le cas de l'ancien sénateur Jean Hector Anacacis, dirigeant du parti LAPEH. Celui-ci, en effet, est persuadé que Ariel Henry est dans une situation politique compliquée puisqu'il ne dispose d'aucune marge ni pour procéder à un remaniement ministériel encore moins de pouvoir former un CEP.

C'est aussi l'avis et la position de Liné Balthazar, le patron du parti PHTK, qui est supposé être un soutien du pouvoir de Transition et qui avait fait le voyage de la Jamaïque. Balthazar persiste et signe qu'il est hors de question que le processus tel qu'il est entamé aille jusqu'au bout. Ce serait, d'après lui, une absurdité et irresponsable. « *Le PM Henry n'a pas contacté, à notre connaissance, ni le PHTK ni le Collectif. N'étant pas signataire de l'Accord du 21 décembre, le Collectif n'est pas concerné par la mise en place du CEP suivant une procédure partisane qui garantit le contrôle de l'institution électorale par les amis politiques du Premier ministre. Nous nous opposerons à la mise en place du CEP suivant la procédure tracée par l'Accord 21 décembre qui est par ailleurs dénoncé par ses signataires et Mme Manigat* » a martelé le Président du PHTK Line Balthazar qui rappelle que le Collectif du 30 janvier dont il parle regroupe : Pitit Dessalines, Unir Haïti, OPL, Mopod, Lapeh et le PHTK. D'autre part, le Parti Fanmi Lavalas du Dr Maryse Narcisse et de l'ex-Président Jean-Bertrand Aristide qu'on n'a pas trop entendu ces derniers temps, a refait surface.

Un membre influent de son Directoire, Joël Edouard Vorbe, comme d'habitude, n'a pas pris de gant pour dire tout le mal que Fanmi Lavalas pense de toute cette agitation autour de la mise en place du CEP et surtout de l'initiative du gouvernement de lancer ce processus qui, d'après lui se fait sous les recommandations de la Communauté internationale. Selon ce responsable politique, il n'y a aucune raison de précipiter l'agenda des scrutins, estimant que son parti est en dehors du processus du CEP et des élections. « Nous n'avons aucun contact avec le gouvernement. Une fois encore, on met la charrue avant les bœufs avec cette affaire de CEP. Nous n'avons même pas entamé les discussions sur les problèmes profonds de la société haïtienne. C'est dommage que ce soit encore un one man show qui est en train de se dessiner. Il faut éviter les élections « bouyi vide » et le lot de problèmes qui vient avec.

Cette fois-ci, nous avons la chance de pouvoir faire une vraie Transition réformatrice » a avancé Joël Edouard Vorbe. D'autre part, les signataires de l'Accord de Montana semblent eux aussi n'avoir pas dit leurs derniers mots sur la Transition et notamment la question du CEP et des élections cette année. L'un des membres du Bureau de Suivi de l'Accord (BSA), Jacques Ted Saint-Dic, a voulu rassurer les supporters de l'Accord du 30 août en précisant ceci « *La formation du CEP est un rêve. Nous n'avons aucune relation avec les membres du gouvernement de facto et l'on n'est pas au courant de cette liste de noms à envoyer au HCT. La position de Montana est qu'il faut rétablir les institutions de l'Etat dans leur fonctionnement, dans l'esprit de la Constitution de 87, sur une base consensuelle durant la Transition politique et la mise en place d'un autre leadership politique. Vous savez comme moi qu'il n'y aura pas d'élections cette année* » déclare Jacques Ted Saint-Dic sur *Magig9* le vendredi 12 mai 2023 à propos des manœuvres en cours pour la formation du CEP.

Tandis que, de son côté, Emmanuel Menard du Parti Force Louverturienne Réformiste, un autre soutien d'Ariel Henry qui, depuis, rentre dans la dissidence, ne cesse d'appeler sur son compte Facebook au rassemblement afin de faire échec au processus, voire appeler à renverser le pouvoir. « *La cité du drapeau ne recevra pas les honneurs ce 18 mai. Le Premier ministre n'ira pas à l'Arcahaie à cause des terroristes qui contrôlent ces territoires. Pourtant, il recrute des serfs pour monter un Conseil Electoral Provisoire. Je combattrai toute tentative de cette camarilla qui veut livrer le pays à des trafiquants et des radicaux à la solde du terrorisme international pour déstabiliser Haïti et toute la région. Je sonne le ralliement patriotique pour constituer la force populaire capable de faire échec au pouvoir. ENSEMBLE, MAINTENANT !!!* » écrit le leader de la Force Louverturienne Réformiste qui n'entend laisser aucun répit au résident de la Villa d'Accueil. Dans ce concert des oppositions sur la constitution du CEP et éventuellement l'organisation des élections générales cette année, même l'un des partenaires du pouvoir de la Transition et pas n'importe lequel, met en doute toute possibilité d'avoir des élections cette année.

En effet, c'est le Haut Conseil de la Transition lui-même, par la voix de sa Présidente Mirlande H. Manigat, qui vient d'apporter de l'eau au moulin des opposants à Ariel Henry sur cette affaire d'élection en 2023. Le 9 m.ai 2023, sur *MagiK9*, tout le monde a été surpris d'entendre la Présidente du HCT se démarquer de la position du locataire de la Primature sur le CEP. Pour Mirlande H. Manigat, en fait, il n'y a pas de feu au lac. Il faut temporiser et prendre son temps avant de se lancer concrètement dans le processus électoral. Pour la patronne du HCT, il y a d'autres chantiers qui doivent être réalisés avant de penser aux élections. Dans l'entretien qu'elle a accordé le mardi 9 mai 2023, elle a en quelque sorte calmé le jeu et l'ardeur du Premier ministre en déclarant : « *Il ne faut pas avoir l'obsession de dates. C'était une erreur de dire que le 7 février 2024 tout s'achèvera. Nous avons conscience du retard. Il ne faut pas s'accrocher à une date précise. C'est l'erreur que nous avons faite tout au long de notre histoire. Il n'y a pas de certitude qu'on pourra réaliser les élections cette année. Il faut faire un chronogramme.*

Si on veut organiser les élections à une date précise, le 24 novembre par exemple, il faut accomplir des choses au préalable. Le HCT doit travailler de concert avec le gouvernement pour exécuter trois chantiers : le remaniement ministériel, la révision constitutionnelle, l'organisation des élections. Puisque ce sont des chantiers, nous y travaillons. La réalisation des élections est la phase finale. Quand est-ce qu'on va organiser les élections ? Nous ne le savons pas. Nous allons établir un chronogramme d'activités. Pour qu'il y ait des élections, il faut des mises en place; il faut avoir une loi électorale, ce que nous ne pourrons pas avoir puisqu'il n'y a pas de Parlement. Il faut avoir un décret, un document, indiquant le genre d'élections que nous allons avoir et leur date de réalisation, mais pour fixer cette date, il faut des préalables. Par exemple, un document constitutionnel qui servira de guide.

Ensuite, il faut une préparation. Je n'ai jamais visité les locaux de l'ancien Conseil Electoral Provisoire (CEP). Il y a un squelette existant pour organiser les élections. Il faut le recouvrir. Il faut travailler sur l'objectif, celui de réaliser les élections ». Pour le moment, fermez le banc ! semble dire la Présidente du Haut Conseil de la Transition à propos des élections. Pourtant, il y a un soutien au Premier ministre qui demeure intact, c'est celui de Me André Michel, le chef de file du parti SDP (Secteur Démocratique et Populaire). Hier, hostile à tout scrutin sous la présidence de feu chef de l'Etat Jovenel Moïse, aujourd'hui, l'ex-avocat du peuple ne vit et ne respire que pour les élections et ce, quelles que soient les conditions dans lesquelles elles ont lieu. L'ex-trublion de l'ex-opposition radicale semble reprendre à son compte la pensée du défunt Premier ministre de la Transition de 2004, Gérard Latortue qui, devant les difficultés à réaliser les élections dans un climat d'insécurité terrible, disait : à l'impossible nous sommes tenus. En effet, Me André Michel et son parti SDP soutiennent sous certaines conditions tout de même le processus. Et pour cause. Ils sont parties prenantes et font partie du pouvoir de la Transition.

C'est à ce titre que l'ancien opposant peut déclarer : « Je sais que des correspondances ont été adressées à beaucoup de secteurs de la vie nationale en vue de constituer la liste des 20 personnalités qui sera soumise au HCT. Je sais aussi que des noms ont déjà été acheminés à l'Exécutif dans cette dynamique. Nous supportons cette initiative, car la seule manière de transmettre démocratiquement le pouvoir politique reste et demeure l'organisation des élections. La situation sécuritaire du pays constitue un obstacle majeur à la réussite du processus électoral. Le gouvernement doit renforcer la capacité d'action de la PNH. Nous attendons également le support de l'international. Parallèlement à la lutte contre l'insécurité et le kidnapping, il faut jeter les bases d'un processus électoral crédible. C'est en ce sens que le SDP supporte sans réserve les efforts du gouvernement visant à créer les conditions sécuritaires en vue de l'organisation des élections lorsque les conditions le permettront » a déclaré le leader du SDP dans *Le Nouvelliste* du 11 mai 2023.



De gauche à droite Moise Jean-Charles de Pitit Desalin et Line Balthazar du PHTK

Après toutes ces prises de position qui ne jouent pas franchement en faveur des élections cette année, tout le reste dépend finalement de la limite du pouvoir du chef de la Transition vis-à-vis de la Communauté internationale, particulièrement de Washington. Car, poussé peut-être par des forces extérieures qui lui mettent des bâtons dans les roues et sans doute nourri d'arrière-pensées pour les scrutins à venir, le Premier ministre de facto veut montrer qu'il est aux commandes et agit tout en prenant l'Accord du 21 décembre comme boussole et le HCT comme alibi pour activer un dossier qu'il est le seul à croire ou fait semblant de croire en sa réussite dans cette période de sauve qui peut dans le programme humanitaire de Joe Biden « Humanitarian Parole » et que même les chiens, s'ils le pouvaient, quitteraient ce pays, comme disait un de nos contemporains du siècle dernier. **(Fin)**

C.C

Canadian Imperialism in Haiti



Canadian PM Justin Trudeau and U.S. President Joe Biden in March 2022

Part 1: *Leading an intervention to restore Haiti's ruling class*

by Travis Ross

This is part one of a three-part series on Canadian imperialism in Haiti, versus the fight of the Haitian grassroots to free themselves from Western occupation.

On Apr. 2, a Haitian solidarity group named "*Debout pour la dignité*" (Stand up for Dignity) demonstrated in front of Prime-Minister Trudeau's office in Montreal.

Their main demand is that Canada intervene in Haiti. The organization's President, Wilner Cayo, spoke to the 200 demonstrators - all members of the Haitian diaspora. According to a *Journal de Montreal* report, he told the demonstrators that they want a "serious commitment" from the Canadian government" and that "Canada can make a difference."

Joseph Flaubert Duclair, a member of *Debout pour la Dignité* told a *Journal de Montréal* reporter "we do not want a military invasion, but an operational force that intervenes on an ad hoc basis." Duclair believes "Canada must do that, we don't trust other countries."

Reflecting the debate that is happening internationally, the Haitian diaspora have varied opinions on whether an foreign intervention into Haiti would help worsen the crisis there.

Understanding the framework for an intervention and occupation of Haiti

Following President Jovenel Moïse's assassination on Jul. 7, 2021, interim Prime Minister Claude Joseph took power. Joseph's successor, Ariel Henry, had already been appointed by Moïse, but was not yet sworn in at the time of the assassination. Washington and the CORE Group, of which Canada is a member, decided Dr. Ariel Henry ought to be the government's head and installed him as Haiti's de facto Prime Minister by a tweet on Jul. 17, 2021 that linked to a short statement by the CORE Group, which was dutifully posted by BINUH, the United Nations Office in Haiti.

The move demonstrated Haiti's current status as a neo-colony, ruled by the American government and its CORE Group allies. Henry's appointment by the neocolonial powers was in itself an intervention. It was also a holding action to allow Washington and the CORE group to organize a framework for intervention, while escalating the crisis of insecurity and poverty inside Haiti by way of Henry's corruption and delaying tactics. Henry, who has no popular mandate, requested this intervention on Oct. 9, 2022. This request was supported by UN Secretary General Antonio Guterres.



Magali Comeau Denis (left) heads the Montana Accord coalition, the chief political rival of Haiti's de facto Prime Minister Ariel Henry.

Debout pour la Dignité's endorsement of a Canadian-led intervention in Haiti does not necessarily reflect the opinions of a majority in Canada's Haitian diaspora. Only seven months ago, several leaders in the community told the *Toronto Star*'s Marisela Matador that they were against an intervention. Chantal Ismé, vice-president of community organization *Maison d'Haïti* and member of the *Coalition haïtienne au Canada contre la dictature en Haïti*, said most of Montreal's Haitian community opposes foreign military intervention. Jean Ernest Pierre, owner and host of CPAM 1410 — a French-language radio station primarily serving the Haitian community in Montreal, echoed Ismé's opposition saying "foreign military intervention and occupation have never helped Haiti and have only caused more harm."

The framework offered by Guterres in an Oct. 8, 2022, letter to the Security Council offers two options. One, a "special military force" whose aim would be to establish order in Haiti's capital, Port-au-Prince. Two, "support for the Haitian National Police (PNH)" in the form of "advisors", equipment, training, weapons, and ammunition.

Efforts to simply invade and occupy Haiti were blocked at the Security Council by Russia and China. This followed concerted efforts by the Black Alliance for Peace and *Haïti Liberté* to lobby the governments of the two countries to block efforts by the U.S. and UN to send in a "Special Military Force." These two organizations effectively relayed what the Haitian people have clearly expressed repeatedly: No to another foreign military intervention!

Canada's Foreign Affairs Minister, Mélanie Joly, confirmed this in a comment made during an interview with RDI's Daniel Thibeault on "*Les Coulisses du Pouvoir.*" Joly lamented that "the problem with the UN at the moment is that the Security Council is paralyzed because China and particularly Russia are blocking any form of work that can be done via the Council." This highlighted Canada's diplomatic support for the de facto leader's request for intervention, despite Henry's lack of support and a popular mandate.

In an Oct. 8, 2022 letter to the Security Council, Guterres explains that "the Haitian National Police is spread thinly." According to Guterres, "some 13,000 officers are reportedly assigned to law enforcement activities" in Haiti. Importantly, "only a third are believed to be operational and undertaking public security functions at any given time."

The number of PNH officers is believed to have dropped to somewhere between 9,000-10,000. The UN calculates that Haiti has a ratio of police officers to the population of 1.06 police officers per 1,000 inhabitants. This is nearly half of the UN's suggested international ratio of 2.2 per 1,000.

It is understood that significant numbers of the officers are beholden to criminal gangs, work as personal security for corrupt politicians, or collaborate with vigilance brigades outside of the PNH's command structure.

Inadvertently outlining the risks of imperialist "support for the PNH" in the Dec. 2, 2022 *Washington Post*, former U.S. Ambassador to Haiti called for the Biden administration to send "2,000 armed law enforcers" to Haiti. To avoid the optics of thousands of armed American law enforcers landing in Haiti, she proposes that the U.S. "send in a couple of hundred at a time, over six months, with little fanfare."

If "support for the PNH" becomes a slow but steady flow of foreign officers and military personnel into Haiti, foreign officers could easily match or outnumber the current PNH personnel, leading to a foreign occupation by a different name. This "support" can be framed as Haitian-led, as a handful of PNH officers would surely have a symbolic role in "anti-gang" police operations.

The reality is that an "international force" of 3,000-5,000 would certainly lead to foreign officers having a significant and direct effect on daily life in Haiti. "Support for the PNH" is simply foreign military intervention by another name.

Minister Joly casually confirmed how purported support for Haiti's police can function as political doublespeak for occupation and oppression. "Canada is always a leader on the issue of Haiti," she said, having "helped train police officers for years." Joly is either unaware or forgetting that the police training she is referring to involved the RCMP being brought to Haiti to train PNH officers immediately after the 2004 coup d'état against democratically elected President Jean Bertrand Aristide. Aristide won over 90% of the popular vote in the 2000 elections, while thousands of Fanmi Lavalas (FL) candidates were also elected to various government posts. Most of them were also deposed during the coup.

An investigation by authors Nik Barry-Shaw and Dru Oja Jay revealed that the RCMP "provided training and vetting to the new Haitian National Police, which brought back many of the members of the feared national army that had been disbanded by Aristide." This followed Canada's active role in the coup that "plunged Haiti into violence and chaos from which it has yet to recover."

Their investigation shows that RCMP-trained Haitian police were "frequently accompanied by U.S and Canadian soldiers and later United Nations forces" as they "embarked on a series of forays into the poorest neighborhoods of Port-au-Prince." The PNH "killed innocent civilians, imprisoned political dissidents without charge, and drove key Aristide supporters into hiding or exile."

When it became clear to Washington and the CORE Group in late 2022 that any attempt at a military intervention would be rejected by the Haitian people and blocked at the Security Council, Guterres' second option for intervening in Haiti was accepted: "Supporting the PNH" through sales of arms, military equipment, military vehicles, training, and military and police "advisors". As Joly explained, "the situation in Haiti has worsened and justifies Canada's approach of strengthening the National Police of Haiti."

In other words, the CORE Group's support for PM Ariel Henry has caused insecurity and armed gang violence to grow to such a degree that a foreign intervention in some form seems inevitable.

Who will lead the occupation of Haiti?

Washington and the CORE Group have struggled to find a national leader willing to lead an intervention into Haiti, with only a handful of Caribbean and African nations offering to provide personnel or soldiers to support the PNH.

Efforts by the UN and Washington to find a nation willing to lead an armed intervention have so far failed. Even Canadian Prime Minister Justin Trudeau has, so far, refused the role. Instead, he tried to find a CARICOM leader to do so at the organization's recent biannual leaders summit. He did get some nibbles from a handful of Caribbean leaders, among them Jamaican Prime MinisterAndrew Holness.

While willing to implicate himself in negotiations with Ariel Henry and various rival political and civil society groups, Holness couldn't muster enough personnel and expertise to lead the intervention.

A few weeks later, U.S. President Joe Biden made his first visit to Canada. At the top of the agenda was Haiti. Trudeau again eschewed the call to lead an intervention into Haiti. After telling the media "Canada is elbows deep in terms of trying to help," Trudeau promised another $100 million for the PNH and deployed two Kingston-class warships to "do reconnaissance" along Haiti's coast. This followed Canada flying a military spy plane over Haiti, purportedly to do reconnaissance on gang activity. In addition, Canada has organized the sale of some armored vehicles to the PNH, with more on the way. Canadian Ambassador to Haiti Sébastien Carrière summed up the moves as "a significant military deployment."

The initial delivery of armored vehicles was instrumental in breaking the blockade of the Varreaux fuel terminal in November of 2022.

Canadian military leaders have made it clear that they don't have the resources to lead a mission into Haiti, making that scenario unlikely.

Furthermore, the timeline proposed for an intervention into Haiti is unrealistic, with retired Canadian General Tom Lawson making this blunt assessment to Matt Galloway on CBC Radio's *The Current*: "... six-month[s] is really a bait on the end of a hook to any country that might lead or contribute to a force there. We are not talking six months. We're not talking a couple of years. We're likely talking five to 10, 15 years because we're talking about nation-building. We're not talking about establishing a safe and secure area for the government now to get to its tasks. We're talking about a non-functioning government... And that's in terms of – like we've seen in Afghanistan and Iraq – decades."



Canadian Foreign Affairs Minister Melanie Joly in Ottawa in March 2022

Lawson's observations underline how "support" for the PNH is simply providing cover for what would become another foreign occupation of Haiti.

Leading an occupation force into Haiti for a decade or more, with a population hostile to foreign troops, against gangs who are integrated into the geography and populations of Port-au-Prince, is likely unpalatable to Trudeau, who must be aware of this assessment.

Trudeau has no doubt been briefed about the 2004-2017 UN occupation force MINUSTAH. Its original mandate was for six months but was extended for over 12 years.

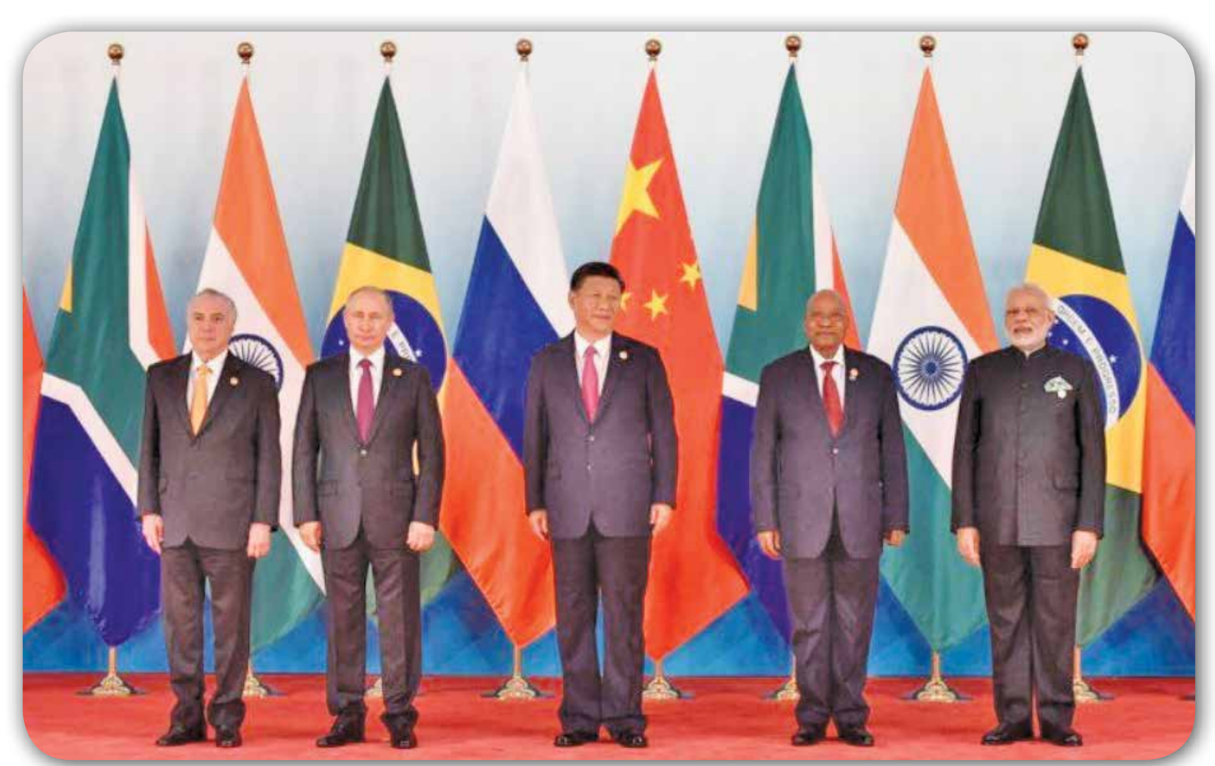


Montana leader Ted Saint Dic said that the U.S. has a "powerful and important role in helping get democracy back on track in Haiti."

PM Trudeau has enthusiastically created a list of sanctioned Haitian politicians, so-called gang leaders and "business leaders." This sanctions regime has been entirely performative. The few sanctioned Haitians who have any money or property in Canada have yet to see these sanctions enforced. More importantly, the vast majority of the targeted Haitian leaders and politicians have their money and investments in the

suite à la page(16)

VERS LA DÉDOLLARISATION ET UN MONDE MULTIPOLAIRE



Une devise BRICS pourrait ébranler la domination du dollar. Le moment de la dédollarisation pourrait enfin être là

Par Sergio Navas

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale et la mise en place des accords de Bretton Woods, le dollar américain est devenu la monnaie hégémonique du monde. Le billet vert a régi le commerce international et les échanges de devises, tout en servant d'unité de compte et de monnaie de réserve. Cette omniprésence s'est traduite par une influence sur l'économie mondiale et a conféré à la Maison Blanche un énorme pouvoir financier et politique pendant plus de 70 ans.

Par exemple, la forte demande mondiale de dollars permet aux États-Unis de vivre au-dessus de leurs moyens. Les États-Unis ont un déficit croissant qu'ils ne peuvent couvrir qu'en relevant le plafond de la dette, ce qu'ils ont fait plus de 70 fois depuis 1960. Alors qu'un pays en développement se saignerait aux quatre veines pour rembourser cette énorme dette en dollars, confronté à des taux d'intérêt élevés et à des pressions pour réduire ses dépenses publiques, la Maison Blanche relève simplement son plafond d'endettement et emprunte de l'argent bon marché sous la forme de bons du Trésor. En clair, les États-Unis sont le seul pays qui n'a aucun problème à rembourser une dette en dollars, puisqu'ils peuvent créer cette monnaie chaque fois que cela s'avère nécessaire.

En outre, les institutions mondiales telles que le Fonds monétaire international (FMI) et le système de paiement SWIFT sont, dans la pratique, des bras financiers de la Maison Blanche. Bien qu'elles soient censées être neutres et servir les intérêts internationaux, elles ciblent en réalité des pays spécifiques en appliquant des sanctions économiques, causant de graves préjudices à ceux qui s'opposent aux directives américaines. Le dollar est au centre de ces structures financières et leur déploiement constant pour atteindre des intérêts particuliers est ce que l'on a appelé la "militarisation" de la monnaie. Ces dernières années, ces institutions ont gelé les avoirs et restreint le commerce dans des pays tels que l'Iran, la Libye, le Venezuela et la Russie, de sorte que de plus en plus de nations craignent d'être la cible de la puissance financière américaine. Le dollar a perdu sa raison d'être en tant que "monnaie mondiale de confiance" et les puissances émergentes sont désireuses de construire une alternative moins dangereuse.

L'hégémonie américaine et son système financier sont de plus en plus mal à l'aise face à la montée en puissance de la Chine dans le monde. Depuis son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, la Chine a accéléré son ascension pour devenir le deuxième PIB nominal du monde et le premier mesuré en parité de pouvoir d'achat (PPA). Cette croissance exponentielle a ouvert la voie à la réflexion sur un monde multipolaire, créant une dynamique dans laquelle plusieurs pays manifestent leur lassitude à l'égard du modèle occidental de mondialisation prescrit et de ses discours hypocrites sur la démocratie.

Le système financier promu par l'anglosphère a profité de manière écrasante aux pays déjà développés du Nord, tout en déclenchant des crises systémiques dans le Sud. En conséquence, de nombreuses nations non occidentales aspirent à un ordre mondial sans force hégémonique. Il ne s'agit pas de remplacer les États-Unis par la Chine en tant que force dominante, mais d'établir plusieurs pôles, chacun jouissant de sa propre sphère d'influence. Une nouvelle vision mondiale émerge, qui permet davantage de situations "gagnant-gagnant" parmi les pays en développement et devrait conduire à des échanges commerciaux, des prêts et des transferts de technologie plus équitables.

Pendant la guerre froide, le monde avait deux pôles d'influence fixes et évidents. Cependant, avec l'effondrement de l'Union soviétique, les États-Unis sont devenus la superpuissance incontestée d'un monde unipolaire. Pendant la majeure partie de la seconde moitié du XXe siècle, la Chine a fait profil bas et n'a pas joué un rôle de premier plan dans la politique mondiale. Cette approche a remarquablement bien fonctionné pour son ascension. Aujourd'hui, le monde a changé : la Chine a de plus grandes ambitions dans la sphère internationale et est devenue le premier rival de l'Amérique. Compte tenu de ces transformations, la Chine n'a ni la volonté ni la capacité de faire profil bas.

La guerre commerciale en cours entre les deux plus grandes économies, initiée par le président de l'époque Donald Trump et poursuivie sous l'administration de Joe Biden, continue de s'aggraver. Ce différend a dépassé les aspects purement économiques, impliquant de plus en plus la diplomatie mondiale et menaçant même un scénario militaire. Les États-Unis ont utilisé Taïwan comme prétexte pour intensifier leur confrontation avec la Chine, et l'île symbolise désormais le plus grand risque géopolitique entre les deux superpuissances. Alors que de plus en plus de pays envisagent de prendre parti et qu'un découplage sérieux semble être en cours, la préparation de cette rupture économique alimente la formation d'un monde multipolaire, d'où la nécessité d'une structure financière alternative. Dans ce scénario extrêmement complexe, la Chine est obligée de jouer ses cartes avec sagesse, en utilisant une politique étrangère qui construit des alliances et évite de nouveaux ennemis. Le monde multipolaire doit se construire sur la paix dans le détroit de Taïwan.

Plusieurs universitaires, groupes de réflexion et stratèges géopolitiques reconnaissent la pertinence croissante d'un "monde multipolaire". Les États-Unis dominent un pôle et la Chine l'autre. On ne sait pas encore quelles nations formeront les autres centres de pouvoir : l'Inde est un candidat évident, tandis que la Russie, l'Iran ou l'Arabie saoudite pourraient établir des sphères d'influence plus petites, mais puissantes à l'échelle régionale. Une Union européenne dotée d'une autonomie stratégique semble être le souhait du président français Macron et d'autres dirigeants européens, mais la plupart des pays de l'UE semblent s'accommoder de la subordination aux États-Unis.

Le nouvel ordre mondial ne sera probablement pas aussi rigide que la structure de la guerre froide. Les pôles émergents peuvent continuer à se chevaucher sur le plan économique tout en se faisant concurrence sur le plan politique. L'Europe, par exemple, critique l'Inde et la Chine, mais ne se désengagera pas de leurs marchés géants. Un nombre croissant de pays, en particulier dans le Sud, ne veulent pas s'aligner inconditionnellement sur une superpuissance. Ils veulent être indépendants, poursuivre leurs intérêts nationaux et travailler en partenariat avec les multiples pôles.

Dans ce nouvel ordre mondial, l'importance géopolitique des pays BRICS augmentera. L'influence de ces grandes économies émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) est irrésistible dans les affaires internationales, puisque ensemble, elles ont récemment dépassé le PIB combiné du G7 (Groupe des sept économies les plus avancées : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada).

Les BRICS représentent également 41 % de la population mondiale, 24 % du PIB mondial et 29 % de la superficie totale des terres. Pour ces raisons, il n'est pas surprenant que ces gouvernements envisagent une alternative à l'hégémonie du dollar. Les cinq principaux pays de l'alliance, ainsi que ceux qui devraient la rejoindre en 2023 (notamment l'Arabie saoudite, l'Argentine et l'Égypte), partagent l'objectif de réduire leur dépendance à l'égard du dollar américain tout en renforçant les liens économiques du groupe.

Pour ces pays, le processus de dédollarisation signifie à la fois commercer directement dans leurs propres monnaies et remplacer progressivement leurs réserves en dollars. Ce long processus a déjà commencé et renforcera les pouvoirs financiers de l'alliance des BRICS. Ils ont bien plus à y gagner : la dédollarisation se traduirait également par une diminution du pouvoir géopolitique des États-Unis, en réduisant leur influence sur l'économie mondiale et en atténuant les dommages causés par d'éventuelles sanctions économiques. Si l'appétit mondial pour le dollar s'affaiblit, la Maison Blanche devra réduire ses dépenses intérieures et agir sur la scène internationale en fonction de ses moyens financiers réels. Un tel changement représenterait un gain significatif pour un monde véritablement multipolaire.

Toutefois, il serait erroné de sonner le glas de la "fin du dollar", comme certains journalistes et analystes ont tenté de l'affirmer. Dans un avenir prévisible, le dollar américain restera pertinent et la monnaie dominante dans le monde occidental. Dans le même temps, la Chine ne jouit pas de la confiance mondiale nécessaire pour faire du yuan la monnaie la plus appréciée. L'importance de l'euro et de la roupie indienne pourrait également croître en termes de parts de marché dans les années à venir. La plupart des pays ne recherchent pas une nouvelle monnaie hégémonique accordant d'énormes privilèges à une seule nation, mais un système mondial plus équitable. Dans ce contexte, et face à l'émergence de nouvelles structures financières, la Chine peut s'appuyer sur ses capacités de planification à long terme et rassembler des alliés pour le monde multipolaire.

Les BRICS discutent actuellement d'un système permettant de contourner complètement le dollar, tant au niveau du commerce que des réserves internationales. Les analystes pensent que les BRICS veulent soutenir le nouveau système monétaire avec des matières premières telles que l'or, l'argent, le pétrole et les terres rares, ce qui rendrait la structure plus fiable. Cette approche rendrait le système vraiment intéressant pour la détention de réserves internationales, car plusieurs pays préféreraient le système des BRICS aux "dollars armés", qui sont également une monnaie fiduciaire sans aucun support de matières premières.

Un autre projet sur la table consiste à conclure des accords mutuels à long terme permettant de commercer directement entre les monnaies des BRICS. Plusieurs traités ont été signés et une partie des transactions énergétiques se fait déjà avec le renminbi chinois. Nous envisageons la création d'une nouvelle structure financière. La Nouvelle banque de développement (NDB) est déjà un concurrent direct du Fonds monétaire international (FMI). La coalition financière des membres des BRICS est si puissante que même les médias les plus pro-occidentaux commencent à la reconnaître. Le succès des BRICS dans la dédollarisation signifierait automatiquement un nouvel ordre mondial.

L'idée des BRICS+ (élargissement de l'alliance à de nouveaux membres d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud-Est) pourrait envoyer un message important de coopération internationale et d'anti-hégémonie. Ce groupe serait trop important pour être saboté par les puissances occidentales, et sa pluralité serait le meilleur symbole d'un monde véritablement multipolaire. Toutefois, la cohésion du groupe n'est pas garantie et ses membres doivent travailler dur pour le maintenir sur la bonne voie. La Chine est le leader naturel pour sortir du monde unipolaire et défier l'ordre hégémonique américain, mais elle doit coopérer avec le Sud. Pour la Chine, il est de la plus haute importance de gérer l'alliance "généreusement", car les BRICS+ sont l'organisation qui pourrait apporter le plus de stabilité et d'avantages économiques à la majorité de la population mondiale.



Les États-Unis sont le seul pays qui n'a aucun problème à rembourser une dette en dollars, puisqu'ils peuvent créer cette monnaie chaque fois que cela s'avère nécessaire.

Globalter Traduction
Bernard Tornare
15 Juin 2023

KI SA KI SE YON NÒT KREDI AK POUKISA LI ENPÒTAN



Pwen kredi ou se yon nimewo ki rakonte yon istwa sou ki moun ou ye kòm yon kliyan. Bon nouvèl la se konprann ki jan li fonksyone ak siveyans li ka ede w pran kontwòl istwa kredi w atan.
Se ajans yo rele biwo kredi yo ki detèmine Nòt kredi epi yo baze sou kont ou ou te louvri nan yon bank, ak ki jan ak ki lè ou peye desann dèt la. Lè w aplike pou kredi, pretè yo tcheke pwen kredi w, rapò kredi w, istwa kredi ak lòt bagay pou deside si yo pral apwouve demann ou an, epi alò, konbyen yo ka ofri w ak ki to enterè w ap peye. Poutèt sa, nòt kredi yo enpòtan pou sante finansye jeneral ou.
Men 5 konsèy kle ki ka ede w pwofite nòt ou epi konstwi li atan:
Konnen nimewo w. Konnen pwen kredi ou se premye pa. Gen anpil zouti pou cheke kredi gratis k ap fonksyone ki kapab fè yon tranzaksyon yo rele «soft pull» sètadi ki pa pral afekte nòt ou. Yon egzanp se Credit Journey pa Chase. Ou ka mande rapò kredi w tou nan twa biwo kredi yo gratis yon fwa pa ane. Komisyon Komès Federal la - yon ajans gouvènman ki sipòte dwa konsomatè yo - ofri plis enfòmasyon sou https://consumer.ftc.gov. Ou ka vizite tou www.annualcreditreport.com.

Konnen ki jan yo kalkile nòt ou. Gen sis domèn kle ki fè yon nòt kredi:

- istwa pèyman ou
- konbyen lajan ou dwe sou dèt la oswa balans ou
- nouvo kont oswa kredi ouvè
- chèk kredi
- kredi ki disponib
- ak istwa kredi ou oswa konbyen tan ou te kenbe yon kont ouvè.

Faktè sa yo detèmine nòt ou a epi enfliyanse nenpòt chanjman, sepandan sa ki pi enpòtan an se fè pèyman alè, ki konte pou apeprè 40% nan nòt la. 1

Bati kredi ou. Nòt yo ka varye ant 300 ak 850. Dapre biwo kredi yo, yon nòt apeprè 700 konsidere kòm "bon" 2. Pou konstwi nòt ou, peye bòdwo w alè epi konsidere mete kanpe pèyman otomatik yo. Si sa posib, peye nenpòt dèt ou kapab, epi aplike sèlman pou kont ou bezwen.

Prepare pou gwo acha. Si w ap pare pou fè yon gwo acha epi planifye pou w aplike pou nouvo kredi, tankou yon prè pou kay oswa machin, revize rapò sou kredi w ak nòt ou pou ede w aplike avèk konfyans. Pwen kredi ak istwa kredi ede pretè yo detèmine konbyen kredi yo pral ofri ak nan ki to enterè. Pafwa, erè ki gen nan rapò w la kapab afekte nòt yo, kidonk tcheke davans pral ede w idantifye ak rezoud pwoblèm potansyèl anvan yon kreditè fè yon chèk kredi w.

Sèlman aplike pou kredi lè ou bezwen. Lè ou aplike pou nouvo kredi, pretè yo fè yon "hard pull "-ki vle di jwenn aksè yon rapò konplè kredi ou-ki ka lakòz nòt ou diminye. Sepandan, si ou itilize zouti siveyans kredi, sa lakòz yon rale enfòmasyon an "soft" e li pap afekte nòt ou.

Pou jwenn aksè nan enfòmasyon, zouti ak resous gratis pou ede sipòte sante finansye ou, vizite www.chase.com/financialgoals.

Se JPMorgan Chase & Co ki patwone Kontni sa a

Partenaires dans l'apocalypse!

Par Seymour Hersh

Alors que l'Ukraine entame une contre-offensive et que les faucons de Joe Biden observent la situation, la nouvelle rhétorique de la Russie laisse entrevoir un renouveau de la menace nucléaire. J'avais prévu d'écrire cette semaine sur l'expansion de la guerre en Ukraine et le danger qu'elle représente pour l'administration Biden. J'avais beaucoup à dire. La secrétaire d'État adjointe Wendy Sherman a démissionné et son dernier jour de travail est le 30 juin. Son départ a déclenché une véritable panique au sein du département d'État à propos de la personne qui, comme beaucoup le craignent, sera choisie pour la remplacer : Victoria Nuland. L'attitude de Nuland à l'égard de la Russie et son antipathie pour Vladimir Poutine s'accordent parfaitement avec les vues du président Biden.

Mme Nuland est actuellement sous-secrétaire aux affaires politiques et a été décrite comme étant « à la dérive », selon les termes d'une personne ayant une connaissance directe de la situation, parmi les différents bureaux du département d'État pendant que le secrétaire d'État Antony Blinken est en déplacement. Si Mme Sherman a une opinion sur son successeur potentiel, et elle doit en avoir une, il est peu probable qu'elle la partage un jour. Certains membres de la communauté du renseignement américain pensent que les chances de réélection de Joe Biden dépendent d'une victoire ou d'un règlement satisfaisant de la guerre en Ukraine. Le rejet par M. Blinken de la perspective d'un cessez-le-feu en Ukraine, exprimé dans son discours du 2 juin en Finlande, va dans le même sens.

irigeants de la Maison Blanche doivent répondre de leur volonté de laisser une situation manifestement tendue déboucher sur une guerre, alors qu'une garantie sans ambiguïté que l'Ukraine ne serait pas autorisée à adhérer à l'OTAN aurait peut-être permis de maintenir la paix. La contre-offensive ukrainienne se déroule lentement dans les premiers jours, et les nouvelles de la guerre ont donc brièvement disparu des premières pages du New York Times et du Washington Post. La crainte d'une nouvelle présidence Trump semble avoir diminué l'appétit des journaux pour les informations objectives lorsqu'elles apportent de mauvaises nouvelles du front. Les mauvaises nouvelles pourraient continuer à arriver si la puissance limitée de l'armée ukrainienne en matière d'aviation et de missiles continue à être inefficace face à la Russie.

La communauté américaine du renseignement pense que la Russie a détruit le barrage vital de Kakhovka sur le fleuve Dnipro. Le motif de Poutine n'est pas clair. Le sabotage visait-il à inonder et à ralentir les voies d'accès de l'armée ukrainienne à la zone de guerre dans le sud-est? Des sites de stockage d'armes et de munitions ukrainiens ont-ils été dissimulés dans la zone inondée ? (Le commandement militaire ukrainien déplace constamment ses stocks afin de tenir à distance la surveillance par satellite et le ciblage des missiles russes). Ou bien Poutine a-t-il simplement posé un jalon et fait comprendre au gouvernement de Volodymyr Zelensky que c'était le début de la fin ?



Sergei A. Karaganov, président du Conseil russe sur la politique étrangère et de défense. Karaganov est connu pour être proche de Poutine

Entre-temps, la rhétorique sur la guerre et ses conséquences possibles s'est intensifiée à l'intérieur de la Russie. On peut l'observer dans un essai publié en russe et en anglais le 13 juin par Sergei A. Karaganov, un universitaire de Moscou qui est président du Conseil russe sur la politique étrangère et de défense. Karaganov est connu pour être proche de Poutine ; il est pris au sérieux par les journalistes occidentaux, notamment par Serge Schmemann, longtemps correspondant du New York Times à Moscou et aujourd'hui membre du comité éditorial du Times. L'un des principaux arguments de M. Karaganov est que la guerre actuelle entre la Russie et l'Ukraine ne prendra pas fin même si la Russie remportait une victoire écrasante. Il subsistera, écrit-il, « une population ultranationaliste encore plus aigrie, approvisionnée en armes, une plaie saignante menaçant de complications inévitables et d'une nouvelle guerre ».

L'essai est empreint de désespoir. Une victoire russe en Ukraine signifie la poursuite de la guerre avec l'Occident. « La pire situation pourrait se produire si, au prix d'énormes pertes, nous libérions l'ensemble de l'Ukraine et qu'elle reste en ruines avec une population qui, pour l'essentiel, nous déteste. . . . La querelle avec l'Occident se poursuivra, car elle soutiendra une guérilla de bas étage ».Une option plus attrayante consisterait à libérer les régions pro-russes de l'Ukraine, puis à démilitariser les forces armées ukrainiennes. Mais cela ne sera possible, écrit M. Karaganov, « *que si et quand nous serons capables de briser la volonté de l'Occident d'inciter et de soutenir la junte de Kiev, et de la forcer à reculer stratégiquement* ».

Cela nous amène à la question la plus importante, mais qui n'a pratiquement pas été abordée. La cause sous-jacente, voire fondamentale, du conflit en Ukraine et de nombreuses autres tensions dans le monde est l'incapacité croissante des élites occidentales modernes au pouvoir à reconnaître et à gérer le « cours de la mondialisation de ces dernières décennies ».Ces changements, que Karaganov qualifie de « sans précédent dans l'histoire », sont des éléments clés de l'équilibre mondial des pouvoirs qui favorisent désormais « la Chine et en partie l'Inde agissant comme des moteurs économiques, et la Russie choisie par l'histoire pour être son pilier stratégique militaire ». Les pays occidentaux, sous la houlette de dirigeants tels que M. Biden et ses assistants, écrit-il, « *sont en train de perdre leur capacité, vieille de cinq siècles, à siphonner les richesses dans le monde, à imposer, principalement par la force brute, des ordres politiques et économiques et à dominer la culture* ».

Il n'y aura donc pas de fin rapide à la confrontation défensive et agressive de l'Occident. Ce bouleversement de l'ordre mondial se prépare depuis le milieu des années soixante. . . La défaite en Irak et en Afghanistan, et le début de la crise du modèle économique occidental en 2008 ont été des étapes majeures. Tout cela laisse présager un désastre à grande échelle : La trêve est possible, mais pas la paix. . . . Ce vecteur du mouvement de l'Occident indique sans ambiguïté un glissement vers la Troisième Guerre mondiale. Elle a déjà commencé et peut éclater en une véritable tempête de feu par hasard ou en raison de l'incompétence et de l'irresponsabilité des cercles dirigeants modernes de l'Occident ».

Selon M. Karaganov, la guerre menée par les États-Unis contre la Russie en Ukraine, avec le soutien de l'OTAN, est devenue plus faisable, voire inéluctable, parce que la peur d'une guerre nucléaire a disparu. Ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine, affirme-t-il, serait « impensable » dans les premières années de l'ère nucléaire. À cette époque, même « dans un accès de rage désespérée, les cercles dirigeants d'un groupe de pays n'auraient jamais déclenché une guerre totale dans les bas-fonds d'une superpuissance nucléaire ». L'argumentation de Karagonov devient de plus en plus effrayante. Il conclut en affirmant que la Russie peut continuer à se battre en Ukraine pendant deux ou trois ans en « sacrifiant des milliers et des milliers de nos meilleurs hommes et en broyant [...] des centaines de milliers de personnes qui vivent sur le territoire qui s'appelle maintenant l'Ukraine et qui sont tombées dans un piège historique tragique. Mais cette opération militaire ne peut se terminer par une victoire décisive sans contraindre l'Occident à un recul stratégique, voire à une capitulation, et obliger [l'Amérique] à renoncer à sa tentative d'inverser l'histoire et de préserver sa domination mondiale. . . .

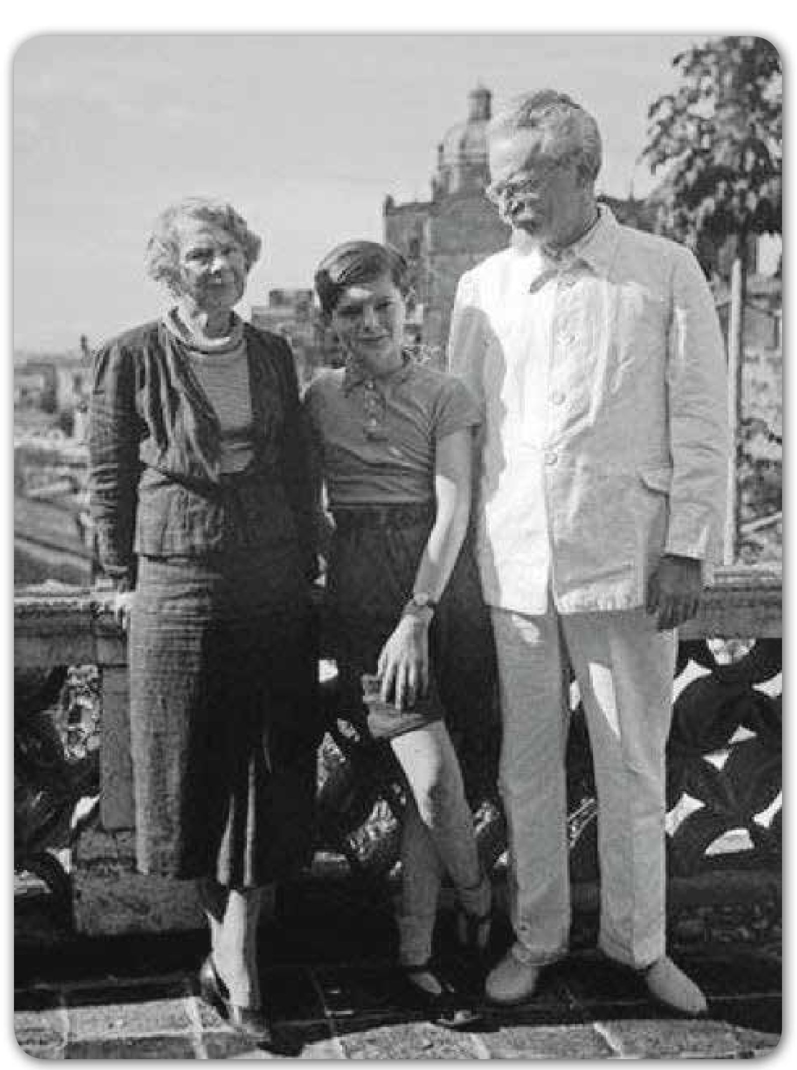
En gros, elle doit « s'éteindre » pour que la Russie et le monde puissent aller de l'avant sans entrave. Pour convaincre l'Amérique de « se retirer », nous devrons faire de la dissuasion nucléaire un argument convaincant en abaissant le seuil d'utilisation des armes nucléaires à un niveau inacceptable et en progressant rapidement mais prudemment sur l'échelle de la dissuasion et de l'escalade. Poutine l'a déjà fait par ses déclarations et par le déploiement anticipé d'armes nucléaires russes au Belarus. Nous ne devons pas répéter le « scénario ukrainien ». Pendant un quart de siècle, nous n'avons pas écouté ceux qui nous avertissaient que l'agression de l'OTAN conduirait à la guerre, et nous avons essayé de retarder les choses et de « négocier ». Le résultat est un conflit armé grave. L'ennemi doit savoir que nous sommes prêts à lancer une attaque préventive en représailles à tous ses actes d'agression actuels et passés, afin d'éviter de sombrer dans une guerre thermonucléaire mondiale. . . . Moralement, c'est un choix terrible car nous utiliserons l'arme de Dieu, nous condamnant ainsi à de graves pertes spirituelles. Mais si nous ne le faisons pas, ce n'est pas seulement la Russie qui peut mourir, mais très probablement toute la civilisation humaine qui cessera d'exister ».

La notion de Karaganov d'une arme thermonucléaire comme « arme de Dieu » m'a rappelé une phrase étrange mais similaire que Poutine a utilisée lors d'un forum politique à Moscou à l'automne 2018. Il a déclaré que la Russie ne lancerait une frappe nucléaire que si le système d'alerte précoce de son armée avertissait de l'arrivée d'une ogive. « Nous serions victimes d'une agression et arriverions au paradis en martyrs » et ceux qui ont lancé la frappe « mourraient simplement et n'auraient même pas le temps de se repentir. » Karaganov a beaucoup évolué dans sa réflexion sur la guerre nucléaire par rapport aux remarques qu'il avait faites lors d'un entretien avec Schmemann l'été dernier. Il s'inquiétait de la liberté de pensée à l'avenir et ajoutait : « Mais je suis encore plus préoccupé par la probabilité croissante d'un conflit thermonucléaire mondial qui mettrait fin à l'histoire de l'humanité. Nous vivons une crise des missiles de Cuba prolongée. Et je ne vois pas de personnes du calibre de Kennedy et de son entourage de l'autre côté. Je ne sais pas si nous avons des interlocuteurs responsables ».

Que faut-il penser des propos alarmistes de Karaganov ? Ses remarques reflètent-elles d'une manière ou d'une autre la politique menée au sommet de l'État ? Lui et Poutine échangent-ils des idées sur le moment ou l'endroit où larguer la bombe ? Ou n'est-ce rien d'autre que l'expression du complexe d'infériorité de la Russie, vieux de plusieurs décennies, face à l'Occident étincelant, où elle trouve – comme on le voit aujourd'hui dans l'administration Biden – une hostilité sans bornes à son égard. Un observateur de longue date du Kremlin m'a dit : « Cela pourrait être le signal d'un mouvement en Russie pour un changement dangereux de politique ou cela pourrait être les divagations d'un universitaire inquiet mais profondément russe ». Il a ajouté que tout stratège politique sérieux de l'OTAN devrait lire et évaluer cet essai. L'avenir du monde est-il vraiment entre les mains de la Russie et non entre les nôtres ?

Afrique Asie 18 juin 2023

Décès au Mexique d'Esteban Volkov, petit-fils du grand révolutionnaire russe Léon Trotsky !



Trotsky, son épouse et Esteban Volkov

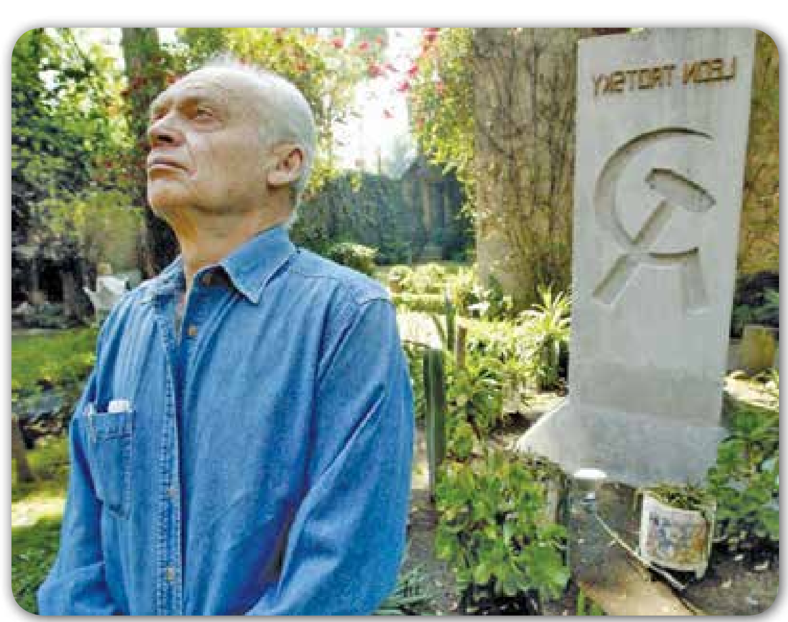
Esteban Volkov, petit-fils du militant communiste révolutionnaire russe Léon Trotsky, est mort au Mexique, le 16 juin 2023.

Le petit-fils et gardien de l'héritage du révolutionnaire communiste russe Léon Trotsky, Esteban Volkov, est décédé à Mexico à l'âge de 97 ans, a annoncé le musée qu'il avait fondé. *«Notre directeur, camarade et ami Monsieur Esteban Volkov a quitté ce monde à l'âge de 97 ans»*, a annoncé sur sa page Facebook le Musée de la maison de Léon Trotski.

Le Musée, où l'on peut toujours voir les traces des balles qui ont tué Trotsky, est situé dans la maison de Mexico où le fondateur de l'Armée rouge, exilé au Mexique en janvier 1937, avait vécu jusqu'à son assassinat, sur ordre de Staline, en août 1940.

Né en Ukraine en 1926, Esteban Volkov était arrivé au Mexique à l'âge de 13 ans grâce aux démarches entreprises par son grand-père. Sa mère, Zinaida, fille de Trotsky, s'était suicidée à Paris alors qu'elle fuyait le régime de Joseph Staline, et son père avait été envoyé au goulag dans les années 1930.

A 14 ans, il fut un témoin exceptionnel des deux attentats subis par son grand-père au Mexique. Le 20 août 1940, alors qu'il rentrait de l'école, il fut surpris par une scène terrible : son grand-père, Léon Trotsky, gisait dans la salle à manger de la maison, baigné de sang. Cette fois, les agents de Staline avaient réussi à blesser mortellement Trotsky, qui mourut le lendemain, victime de blessures causées par un obscur agent du Guépéou.



Esteban Volkov, petit-fils du militant communiste révolutionnaire russe Léon Trotsky

Il était devenu orphelin à 7 ans. Son père Platon Volkov, membre de l'opposition de gauche, a été exécuté pour stalinisme. Sa mère Zinaida, également opposante, accablée par les pertes personnelles, les persécutions et le refus de retourner en Russie, où se trouvait sa fille, se suicida à Berlin, en l'année fatidique 1933, l'arrivée au pouvoir d'Hitler.

SUPREME COURT OF THE STATE OF NEW YORK,
COUNTY OF JEFFERSON, Index No. EF2022-00003228; Date Purchased: November 23, 2022
SUMMONS WITH NOTICE dated November 23, 2022 Plaintiff designates JEFFERSON County as the place of trial Basis of venue: Plaintiff's Residence. EDWIN RAMOS A.K.A. EDWIN A. RAMOS A.K.A. EDWIN RAMOS LARUSSA, Plaintiff against NORA J. FERRARI, Defendant. ACTION FOR A DIVORCE
To the above-named Defendant YOU ARE HEREBY SUMMONED to serve a notice of appearance on Plaintiff's attorneys within thirty (30) days after the service of this summons is complete and in case of your failure to appear, judgment will be taken against you by default for the relief demanded in the notice set forth below.
Dated: November 23, 2022 Yaniv & Associates, PC, Attorneys for Plaintiff
972 Route 45, Suite 205, Pomona, NY 10970 646-395-9100.
NOTICE: To the above-named Defendant, the above Summons is served upon you by publication pursuant to an Order of the Hon. James P. McClusky, JS.C.. of the Supreme Court; County of Jefferson, dated the May 9, 2023
The nature of this action is to dissolve the marriage between the parties, on the grounds: DRL Section 170 subd. (7) - Irretrievable Breakdown in Relationship for at Least Six Months.
The relief sought is a judgment of absolute divorce in favor of the Plaintiff, dissolving the marriage between the parties in this action. PLEASE TAKE NOTICE that pursuant to DRL §253, to the best of Plaintiff's knowledge, Plaintiff has taken all steps solely within Plaintiff's power to remove all barriers to the Defendant's remarriage following the divorce.
NOTICE OF AUTOMATIC ORDERS.
Pursuant to Domestic Relations Law Section 236 part b sec. 2, the parties are bound by certain automatic orders which shall remain in full force and effect during the pendency of the action.
NOTICE ABOUT HEALTH CARE: PLEASE TAKE NOTICE that once a judgment of divorce is signed in this action, both you and your spouse may or may not continue to be eligible for coverage under each other's health insurance plan, depending on the terms of the plan. NOTICE OF GUIDELINE MAINTENANCE FOR UNCONTESTED DIVORCE: If your divorce was commenced on or after January 25, 2016, this Notice is required to be given to you by the Supreme Court of the county where your divorce was filed to comply with the Maintenance Guidelines Law The complete text of the notice is available at https://www.nycourts.gov/divorce/forms_instructions/NoticeGuidelineMaintenance.pdf.

Les puissances impérialistes frustrées par la coopération croissante entre l'Iran et Cuba


Le président iranien, Ebrahim Raïssi s'entretient avec son homologue cubain Miguel Diaz-Canel, jeudi 15 juin 2023

Lors de sa rencontre avec son homologue cubain, le président de la RII a mis en exergue la volonté de son pays d'élargir la coopération tous azimuts avec Cuba.

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, salue la coopération croissante entre l'Iran et Cuba et la décrit comme une source d'espoir pour les nations indépendantes et une cause de frustration pour les puissances impérialistes du monde.

Le président iranien a fait ces commentaires à La Havane jeudi 15 juin lors d'une réunion conjointe des délégations de haut niveau de l'Iran et de Cuba. Il a affirmé que les États-Unis et les autres puissances intimidatrices n'avaient aucun pouvoir face aux nations indépendantes. « Notre coopération sur la voie du progrès peut créer de l'espoir chez les nations indépendantes et désespérer par contre les impérialistes ».

Le président de la RII a pris l'initiative de suggérer la création d'une commission mixte sur la coopération technologique entre les deux pays.

Le président Raïssi a en outre rendu hommage au peuple résistant et inébranlable de Cuba et à ses héros nationaux. Il a également honoré la mémoire de tous ceux qui ont sacrifié leur vie pour l'indépendance et la liberté de la nation cubaine.

Selon le président iranien, les liens entre Téhéran et La Havane se sont considérablement améliorés après la Révolution islamique en 1979. Il a continué : « Dans les années qui ont suivi la victoire de la Révolution islamique, les relations entre les deux pays se sont améliorées et une collaboration fructueuse s'est instaurée ces dernières années et surtout pendant la pandémie du Covid-19 entre l'Iran et Cuba. »

Le président de la RII se réfère aux affinités substantielles Iran-Cuba, y compris leur lutte pour l'indépendance, soulignant que « Téhéran est prêt à coopérer avec tous les pays, mais que si un pays passe à l'acte contre les intérêts de la nation iranienne, le gouvernement s'y opposera ».

Le président Raïssi a ensuite évoqué la résistance de la nation iranienne contre les sanctions et la soi-disant pression maximale des États-Unis, en déclarant : « L'Iran considère les relations avec les pays indépendants comme l'un des moyens, lui permettant de contourner les sanctions. »

Le président iranien a exprimé l'espoir que des visites réciproques dans un proche avenir aideront à développer les relations entre les deux pays, ajoutant que l'établissement de la Commission mixte de coopération d'ordre économique peut fournir des solutions plus rapides pour la mise en œuvre des accords déjà signés entre les deux parties.

De son côté, le président cubain Miguel Diaz-Canel a salué la visite de son homologue iranien, la considérant comme un signe de « valeurs et points de vue communs » entre les deux États. « Les trois pays que vous avez choisis comme destination pour votre voyage régional ont une relation significative avec la Révolution iranienne. Je suis convaincu que votre visite à Cuba marquera un tournant dans l'histoire des relations entre les deux pays », a-t-il déclaré.


Le président iranien, Ebrahim Raïssi s'entretient avec Raúl Castro, jeudi 15 juin 2023

À la tête d'une délégation de haut rang, le président Raïssi est arrivé à La Havane mercredi soir, heure locale, troisième et dernière destination de sa première tournée en Amérique latine. Auparavant, il avait visité le Venezuela et le Nicaragua. La délégation iranienne a quitté La Havane pour Téhéran jeudi soir, heure locale.

Raïssi appelle à l'unité contre les puissances impérialistes

Avant son départ de La Havane, Raïssi a également eu des entretiens avec l'un des dirigeants de la Révolution cubaine Raúl Castro.

Au cours de la réunion, le président de la RII a souligné l'importance de la solidarité et de la coopération entre les pays indépendants contre les puissances impérialistes, en particulier à la lumière des récents développements sur la scène internationale et du passage de l'ordre unipolaire mondial à un système multilatéral.

Le président iranien a salué les percées de Cuba dans le domaine des sciences médicales et a exprimé la nécessité de renforcer les relations bilatérales entre Téhéran et La Havane dans divers domaines, tels que l'économie, la technologie, la biotechnologie, la médecine, les produits pharmaceutiques et la production de vaccins.

Raïssi a également salué la fermeté et l'esprit de liberté de la nation et du gouvernement cubains face aux sanctions américaines, condamnant les mesures punitives de longue date contre ce pays de l'Amérique latine et les violations flagrantes des droits du peuple cubain par les soi-disant défenseurs des droits de l'homme.

PRESS TV 16 Juin 2023

Biden admet que les États-Unis envoient des armes de « guerre » au Mexique



Le président des États-Unis, Joe Biden et son homologue du Mexique Andrés Manuel López Obrador

Le président des États-Unis, Joe Biden, a reconnu hier que son pays envoie des armes à feu "dangereuses" sur le territoire mexicain, y compris des "fusils d'assaut", et a admis que son homologue mexicain, Andrés Manuel López Obrador, lui a demandé de mettre fin à cette crise en résoudre les différents problèmes qui existent à la frontière entre les deux pays.

« Au fait, tu sais ce qu'ils me disent quand je parle de fentanyl, de frontière et tout ça ? Je parle avec le président du Mexique et il m'a dit : Pourriez-vous arrêter de nous envoyer des armes ? », a raconté le président lors de sa participation au sommet Safer Communities, qui s'est tenu à Hartford, dans le Connecticut.

Biden a supposé : « *nous envoyons des armes dangereuses, en particulier des armes d'assaut, au Mexique. Ils nous demandent 'arrêtez ça s'il vous plait'. Coupez-le à la frontière. Mais, par Dieu ! Que devenons-nous si nous ne le faisons pas ? »*

Le flux d'armes au Mexique en provenance des États-Unis est un problème majeur entre les deux pays depuis des années, car il a été découvert qu'elles étaient utilisées dans la violence des cartels et d'autres crimes. A cette situation s'ajoute le transfert de fentanyl entrant aux Etats-Unis.

Rien qu'au cours du dernier exercice, 6 350 kilos de drogue ont été saisis à la frontière sud des États-Unis et plus de 4 000 kilos au cours de cet exercice à ce jour, en plus, il y a eu plus de 70 000 décès dus au fentanyl en 2021, selon l'Institut National. Santé, cité par Fox News.

Sur la violence armée en Amérique, Biden a appelé les républicains au Congrès à se joindre aux démocrates pour interdire les armes d'assaut et les chargeurs de grande capacité, qui permettent aux tireurs de tirer un grand nombre de balles sans avoir à recharger.

Il a noté que cette législation a déjà fourni plus de 1,5 milliard de dollars aux États et aux communautés pour rendre les écoles plus sûres, améliorer l'accès aux services de santé mentale et aider les jeunes à faire face au chagrin et aux traumatismes résultant de la violence armée et du syndrome de stress post-traumatique. Le fonds comprend 14 000 spécialistes embauchés et formés pour travailler dans les écoles.

« Mes amis, il est à nouveau temps d'interdire l'arme de type fusil AR-15. Les chargeurs haute capacité ne sont pas seulement une arme de guerre, ils sont le plus grand générateur de profits pour cette industrie. C'est pourquoi ils les vendent », a-t-il déclaré.

Il a souligné les expériences douloureuses des familles américaines qui ont perdu des êtres chers à cause de la violence armée et a félicité les militants qui exigent une action législative pour restreindre davantage leur possession. Cette année, la violence armée a coûté la vie à plus de 19 500 personnes aux États-Unis et plus de 11 000 par suicide, selon l'ONG Gun Violence Archieve.

Réseau verbalisé pour avoir facilité le passage des personnes

Les États-Unis ont imposé des sanctions économiques au réseau mondial Hernández Salas, basé au Mexique, à son chef et à plusieurs membres, pour avoir facilité "l'entrée illégale de milliers de personnes" sur le territoire américain, a rapporté hier le département du Trésor.

L'organisation transnationale basée à Mexicali, en Basse-Californie, opère depuis 2018 et a des liens avec le cartel de Sinaloa, a-t-elle déclaré dans un communiqué. Son patron est Ofelia Hernández Salas, Doña Lupe, emprisonnée au Mexique en attente d'être extradée vers les États-Unis.

Les autorités des deux pays estiment que les victimes ont versé entre 10.000 et 70.000 dollars à l'organisation, qui les a transférés à la frontière grâce à l'aide de collaborateurs dans diverses régions, indique un communiqué. Il est impliqué dans la falsification de documents et la corruption au Mexique, ajoute-t-il.

Les sanctions, imposées en étroite coordination avec les autorités mexicaines, "visent à perturber les opérations mondiales du groupe", a déclaré le sous-secrétaire au Trésor chargé du terrorisme et du renseignement financier, Brian Nelson, cité par le Trésor.

Selon l'Immigration and Customs Enforcement des États-Unis, les organisations criminelles gagnent des milliards de dollars grâce à la traite des êtres humains.

La Jornada 17 juin 2023

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi accueille l'action des sieurs Elie et Elias Placide. Dit et déclare que les sieurs Elie et Elias Placide ont été troublés dans leur possession. Ordonne aux sieurs Maxime Louis, Rosemond Beljacques et Théa Jean Jacques de cesser de troubler la possession des sieurs Elie et Elias Placide et de ne jamais mettre leurs pieds sur ledit terrain. Maintient la possession des sieurs Elie et Elias Placide Condamne solidairement les nommés Maxime Louis, Rosemond Beljacques et Théa Jean Jacques à vingt cinq mille gourdes de dommages intérêts. Rejette les demandes de l'exécution provisoire pour la présente décision vu qu'il n'y a pas de titre authentique. Les condamne en outre aux frais et dépens de la procédure. Commet l'huissier Maxe Meiraud pour la signification de la présente décision

Donné de nous Me Merse Belabre Juge de paix du quartier de Vialet en audience publique du mardi vingt neuf Mars deux mille vingt deux avec l'assistance de notre greffier Wilner Charles

Il est ordonné....etc.....

En foi de quoi...etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, Le Ministère Public entendu, Maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'Audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur JAMES CIMÉ, d'avec son épouse née MARIE ALAMENT JUSTIN pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux: ORDONNE à l'officier de l'état Civil de Pétion ville, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

AINSI JUGE ET PRONONCE par nous NELSON CILIUS Juge en Audience civile ordinaire et publique du jeudi seize Février deux mille vingt trois, en présence de Me ALBERT DAREUS Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné...etc.....

En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen et sur les conclusions du ministère public, maintient le défaut octroyé contre Ulrick Pierre, à la susdite audience pour le profit du défaut, déclare fondé ladite action, admet en conséquence le divorce de la dame Joceline GUE, d'avec son époux Ulrick Pierre pour injures graves et publiques aux torts de l'époux, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dix époux, ordonne à l'officier de l'état civil de Saint Marc, de transcrire dans ses registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier Wilkenson Altimé de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Gabnel François, av Doyen en audience civil ordinaire et publique du huit février deux mille dix huit en présence de Me Grand Pierre Estimé av , Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Feronel Fils-Aimé.

Il EST ORDONNE....etc.

EN FOI DE QUOI....etc

AVIS DE DIVORCE

Par Ces Motifs, le Tribunal, après en avoir délibéré au vœu de la loi, maintient le défaut octroyé à l'audience ordinaire du jeudi douze Novembre deux mille vingt (12 Nov. 2020) contre le sieur William Félix sur Les lieux occupés sans droit, ni qualité, rejette l'exécution provisoire sollicitée par la parties défenderesse, condamne le défendeur William Félix à payer au défendeur Aimé Roger, la Somme de Vingt Mille gourdes (20.000 Gdes) à titre de dommage- intérêts en réparation des préjudices injustement causés au demandeur, ordonne la saisie des biens meubles ou immeubles du Cité, dans le cas de non-paiement des dommage-intérêts, commet l'huissier Emmanuel Sainvilmar pour la signification de la présente sentence, condamne le défendeur aux dépens liquidés à la Somme de Vingt Mille gourdes, en ce nom compris le coût de la présente sentence. Donné de nous, Me Alphonse Eugene, juge en audience ordinaire civile et publique du jeudi vingt-cinq (25) Novembre deux mille vingt (2020) An 217ème de l'indépendance; avec l'assistance du Citoyen Denis Paul, Greffier du Siège. Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre ce présent jugement à exécution aux officiers du ministère public près des Tribunaux civils d'y tenir la main: à tous commandants et autres officiers de la Force Publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, la présente minute est signée juge et du Greffier. Hinche, le 19 Juin 2023. N.B. deuxième Publication. Me Edouard Lacroix, Avocat.

AVIS JUDICIAIRE

Le Tribunal après avoir délibéré conformément à la loi au nom de la République à charge d'appel se déclare compétent pour entendre l'affaire en expulsion des lieux pour occupation illégale; accueille l'action pour être juste et fondée maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre le cité; ordonne l'expulsion du sieur Jean Saint Rilien et consorts de la propriété du requérant située à l'adresse sus-indiquée ; le condamne aux frais de dépens de l'instance; commet l'huissier Michel Mackendy pour la signification de la présente décision.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me. Jean Flaury RAYMOND, juge en audience civile et publique du jeudi vingt-quatre février deux mille vingt-deux. An 219e de l'indépendance avec l'assistance du greffier Wang Steeve Major.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me. Jean Flaury Raymond, Juge en audience publique et

Civile du Jeudi 11 Mars 2021 avec l'assistance de Wang Steeve Major greffier du siège.

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi....etc....

Touchenel PRESENDIEU, Av.-

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, Après en avoir délibéré conformément à la loi; maintient le défaut octroyé contre le sieur Guilbert BARTHELEMY, se déclare compétent pour connaître l'affaire. Déclare que l'action est recevable pour être régulière en la forme et juste au fond; déclare résilier le contrat de bail liant les parties; prononce en conséquence, le déguerpissent du cité de la maison de la requérante pour non-paiement. Accorde l'exécution provisoire sur le chef du déguerpissement, le condamne en outre, aux frais et dépens de la procédure; Commet l'huissier Sony JOSEPH pour la signification dudit jugement car s'agissant d'un jugement par défaut la commise d'huissier est de mise.

DONNE DE NOUS, Me. Edouard DOIRIN,Juge de paix de la Commune de Port-au-Prince

Section Est, assisté du sieur Lyvengson ATHIS, (GREFFIER) à l'audience du sept(7) Décembre 2022, An 219eme de l'Indépendance.

Il est ordonné...etc.....

En foi de quoi....etc.....

(S) Me. Lyvengson ATHIS, (GREFFIER)

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre son épouse Marie Mona CADET à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action; Admet en conséquence, le divorce de Wilner ANDRE avec Marie Mona CADET pour incompatibilité de caractères ; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Commune de Saint-Louis du Sud de transcrire sur les registres à ce destiné le dispositif du présent jugement dont un Extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommage envers les tiers, s'il y échet, Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel Zéphir Av. Juge en audience Civile, ordinaire et publique en date du cinq Mai deux mille vingt trois, en présence de Me Vanna Mané Av. Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Me Jean

Claude Novembre, Greffier du siège.

EN FOI DE QUOI...ETC....

IL EST ORDONNÉ ..ETC....

Yvener Charles Officier d'Etat Civil

Suite de la page (9)

United States.

Prior to the announcement of Henry's December 21 Accord last year, it seemed that these sanctions were designed to get the fractured Haitian political class and business sector in line with Washington's dictates. These sanctions have not threatened Henry's power. While visiting the CARICOM biannual leaders meeting, he explained to VOA Kreyol that the sanctions have been "helpful" to him.

Ariel Henry's main political rival: the Montana Accord coalition

Leaders of another Montreal-based Haiti solidarity group, Solidarite Quebec-Haiti (SQH) have recently thrown their support behind the Montana Accord. In an interview with *Le Journal de Montreal*, SQH leader Frantz André explained that "there must be a tactical force that provides on-site support, in coordination with the Montana group." In a separate interview, SHQ's Jean Saint-Vil also offered support for the Montana Accord, as did feminist activist Chantal Ismé.

SQH recently invited the Montana Accord's proposed interim President, Fritz Alphonse Jean, to speak to Montreal's Haitian community on Apr. 22, 2023 at the Haitian Cultural Association *Perle Retrouvée*.

The Montana Accord was born in August 2021. It was a result of a consultative process that began months before Moïse's assassination and included Haitian civil society organizations, peasant's organizations, political parties, and religious groups. The Accord includes a two-year transition plan centered on a provisional government that would oversee elections.

They purportedly had the support of somewhere between 400 and 650 groups and organizations from various sectors of Haitian society.

While Fritz Alphonse Jean is currently touring and speaking on behalf of the Montana Accord's coalition, two other individuals tend to speak to the media on the coalition's behalf: Magali Comeau Denis and Jacque Ted Saint Dic. Denis and Saint Dic have led the coalition since its early days prior to the announcement of the Montana Accord.

Comeau Denis and Saint Dic are now Henry's political rivals, but this was not always the case. Following the American- and Canadian-backed 2004 coup, a "Council of Sages" was formed (sometimes referred to as the Council of the Wise). This council consisted of academics, cultural leaders, and politicians who supported the coup. Among this council's "cultural leaders" tasked with selecting the post-coup government's leaders was Ariel Henry.

They worked to consolidate the coup while the Latortue - Boniface dictatorship led a bloody campaign against FL members and supporters.

Magali Comeau Denis was one of the members of Haiti's bourgeoisie whom the Council of Sages selected for the coup government. She was made "Minister of Information & Culture" in defacto Prime Minister Gérard Latortue's regime.

This followed her active role in undermining the FL in the run up to the 2004 coup. Comeau Denis co-wrote a letter signed by dozens of Haiti's elite, calling Aristide's government a "tyrannical power." The declaration claimed Aristide's government was experiencing a "totalitarian drift" in addition to "incompetence and corruption." The declaration claimed that by withdrawing support from the government, they were showing "unity" with fellow Haitians who had overwhelmingly voted for Aristide and the FL.

Comeau Denis eagerly participated in the anti-Lavalas campaign, similar to "human rights defender" Pierre Espérance, who targeted FL Prime Minister Yvon Neptune with manufactured accusations of orchestrating a massacre in La Scierie. Comeau Denis also levied accusations of murder against another FL leader as part of a campaign to criminalize the overwhelmingly popular party and suppress dissent.

In 2005, a journalist named Jaque Roches was found dead near a Port-au-Prince neighborhood where the FL remained popular. Comeau Denis accused an FL leader, the Rev. Gérard Jean-Juste, of orchestrating the murder. No evidence was offered.

This led to Jean-Juste being attacked in a Pétionville Church at Roches' funeral by members of the Group of 184, a U.S.-backed "civil society" front. He survived the beating, only to be jailed for seven months by the regime. Upon his release, he was diagnosed with leukemia which he ultimately succumbed to a few years later in 2009.

Comeau Denis' baseless allegations against Jean-Juste were part of a widespread propaganda campaign waged against FL, largely led by Pierre Espérance, the director of the National Human Rights Defense Network (RNDDH, formerly NCHR - Haiti).

Backed by the National Endowment for Democracy (NED) and Canadian International Development Agency (CIDA), NCHR-Haiti engaged in a "close working partnership with Latortue's dictatorship." According to Richard Sanders, a Global Fellow at the Wilson Center's Canada Institute, NCHR-Haiti "became, in effect, an arm of the illegal 'interim' government."

Brian Concannon, the director of the Institute for Justice & Democracy in Haiti (IJDH), described NCHR-Haiti as a "ferocious critic" of Aristide's government and an "ally" of the illegal regime, formally called the Interim Government of Haiti (IGH).

According to Concannon, the Latortue regime "had an agreement with NCHR-Haiti to prosecute anyone the organization denounced."

"People perceived to support Haiti's constitutional government or Fanmi Lavalas, the political party of President Jean-Bertrand Aristide, [were] systematically persecuted from late February through the present. In many cases, the de facto government of Prime Minister Gérard Latortue is directly responsible for the persecution," Concannon explains. NCHR-Haiti "became increasingly politicized and, in the wake of the 2004 coup d'état, it cooperated with the IGH in persecuting Lavalas activists. The persecution became so flagrant that NCHR-Haiti's former parent organization, New York-based NCHR, publicly repudiated the Haitian group and asked it to change its name."

It is no surprise then, that Pierre Espérance, who continues to occupy the position of RNDDH's director, is also a supporter of the Montana Accord.

Comeau Denis' commitment to democracy and the Haitian constitution is not credible. She represents a sector of the Haitian bourgeoisie opposes PHTK rule but is in no way committed to democracy or Haitian sovereignty. Expecting a transitional government with Comeau Denis in a leadership role to rebuild a state, democracy, and maintain Haitian sovereignty, when she spent years destroying all three, strains credulity.

Rebuild a bourgeoisie or solidarity with the masses?

Ted Jacques Saint Dic, an economist by training, is one of the main spokespersons for the Montana Accord and, like Comeau Denis, has led the coalition behind the Accord since the beginning.

In September 2022, Saint Dic explained his mission "to lay the foundations for the reconstruction of a national bourgeoisie." This was to be achieved by pushing for "a global consensus within the private sector" in Haiti.

Saint Dic doesn't hide where his priorities are as a leader of the Montana coalition.Speaking on "Panel Magik" on Aug. 31, 2022, Saint Dic argued that the "political consensus needs to be broadened" and recommended reaching out to private sector leaders. "A united block of private sector leaders will have more political and social influence to find a solution to the crisis."

What followed on Dec. 8, 2022 was a statement from the business community in Port-au-Prince promising to "cooperate with a consensus transitional administration to develop and present a political, humanitarian, and economic roadmap towards a new Haiti."

The statement was signed by many business leaders and oligarchs based in Port-au-Prince, including, Laurent Saint-Cyr, representing the Western Chamber of Commerce and Industry, Jean-Philippe Boisson, representing the American Chamber of Commerce of Haiti, Michelle Mourra, representing the Haitian-Canadian Chamber of Commerce and Industry, Fritz Mevs, representing Association of Ports of Haiti, Eddy Deeb, the son of Haitian oligarch Reynold Deeb, and Reuven Bigio, son of Gilbert Bigio, a Haitian oligarch who is also the richest man in the Caribbean.

This seemed to indicate that Haiti's oligarchs were siding with the Montana Accord. Following Ariel Henry's announcement of a renewed accord and coalition on Dec. 21, 2022 (hence named the "December 21" Accord or "Karibe Accord" after the hotel where the announcement was made), a collective of Chambers of Commerce outside of Port-au-Prince seemed to understand this wasn't the case. They published a statement on Dec. 30, 2022 refusing to support Henry's new Accord. The statement also denounced what they deemed a "centralized" and "criminal economy" which "the vast majority of politicians and their beneficiaries in the Port-au-Prince business sector - the true kingmakers - have nurtured and strengthened for decades."

In February 2023, Laurent Saint-Cyr was selected by Ariel Henry to represent the business community on his High Transitional Council (HCT), indicating that Haiti's ruling business elite – Haiti's oligarchs – continue to support Henry.

During the 16 month period between the birth of the Montana Accord and that of Henry's December 21 Accord, Saint Dic was focused on appealing to Washington for legitimacy. In a Sep. 7, 2022 article for *Just Security*, Saint-Dic argued that "U.S. officials should do everything in their power to seize this fragile opportunity to support and create space for Haitians engaged in an extraordinary effort to rebuild democracy."

Saint Dic said that the U.S. has a "powerful and important role in helping get democracy back on track in Haiti." Seemingly requesting a military intervention on behalf of the Montana group, he stated that: the "United States should use creative and aggressive tactics to intercept criminal activity in Haiti."

These statements reveal Montana's strategy for attaining power in Haiti: appealing to Washington for legitimacy and control of a transitional government. Comeau Denis and other Montana representatives met over, and over again with U.S. diplomats and government officials. Every step of the way they were told to negotiate with Henry and to "broaden the consensus."

They got nowhere. The impulse to appeal to Washington for legitimacy as a path to install a Montana-led transitional government eroded their support inside Haiti.

Saint Dic's focus on getting support from Haiti's oligarchs while appealing to the Biden administration is a sign of what Haitians can expect from an interim government led by Montana: a devotion to neoliberal policies and U.S. imperial domination, while offering occasional nods to the Haitian Constitution.

Considering Saint Dic's enthusiasm for collaborating with Haiti's oligarchs, it is unclear exactly why support shifted so quickly back to Ariel Henry after announcing the December 21 Accord and the HCT. Upon its announcement, Washington showed renewed enthusiasm for Henry and his HCT, while continuing to call for a "broadening of the consensus."

The loss of support clearly surprised Montana's leadership.

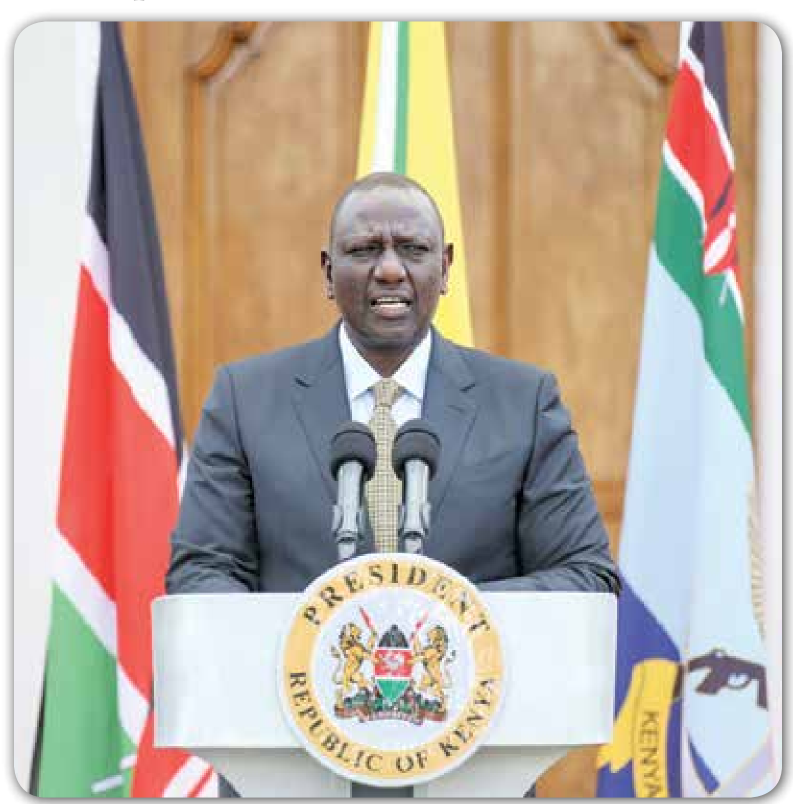
According to Alterpresse, Saint Dic responded to Washington's renewed support for Henry by saying Haitians must have the sovereignty to choose their own leader, "not the white people who will name them or decide when they should leave by means of a tweet." Saint Dic was referring to the tweet by BINUH on behalf of the CORE group that installed Henry as Prime Minister.

He also disingenuously stated in the interview that Montana is "an opposition force in relation to international power, in relation to American power."

This reversal in rhetoric would have been significant in 2021, before the coalition behind the Accord began to unravel. Considering the circumstances, however, it appears to be little more than a burst of frustration from a leader who spent 18 months appealing to Washington with nothing to show for it.

An earlier version of this article was first published by The Canada Files. ***Travis Ross*** *is a teacher based in Montreal, Québec. He is also the co-editor of the Canada-Haiti Information Project at canada-haiti.ca . Travis has written for Haiti Liberté, Black Agenda Report, TruthOut, and rabble.ca. He can be reached on Twitter.*

Président kenyan : Il faut arrêter de dépendre du dollar



Le président kenyan William Ruto

Par Miléna Bravo

Le président kenyan William Ruto a remis en question la nécessité d'impliquer le dollar américain dans les activités commerciales locales. Pour cette raison, il a exhorté les pays africains à utiliser leurs monnaies nationales, au lieu du dollar, comme moyen de promouvoir le commerce sur le continent.

« Pourquoi nous faut-il acheter des choses à Djibouti et payer en dollars ? Il n'y a pas de raison. Nous ne sommes pas contre le dollar américain. Nous voulons simplement commercer beaucoup plus librement. Payons en dollars ce que nous achetons aux États-Unis. Mais pour ce que nous achetons à Djibouti, utilisons la monnaie locale », a déclaré Ruto lors de son discours au Parlement djiboutien.

Pendant ce temps, le président kenyan a souligné la nécessité d'abandonner la dépendance au dollar. *« Nous ne devons pas impliquer le dollar américain dans les activités commerciales locales »*, a-t-il déclaré.

En outre, le président a souligné que la Banque africaine d'exportation et d'importation dispose d'un mécanisme qui permet aux nations d'échanger des produits et des services et, à leur tour, de régler les paiements en monnaie locale.

Dollar en chute libre

Il est important de noter que de plus en plus de pays exhortent à ne pas utiliser le dollar dans les transactions. Même le Pakistan, après un accord avec la Russie, a payé sa première livraison intergouvernementale de pétrole en yuan.

Pendant ce temps, le gouvernement irakien a interdit l'utilisation du dollar dans les transactions commerciales. D'autres pays tels que : l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, l'Egypte, entre autres, ont également étudié et lancé la commercialisation via d'autres devises.

En ce sens, certains experts disent que la domination du dollar est en danger, puisque la dédollarisation se déroule à un rythme impressionnant. Ils mentionnent même qu'actuellement, la devise américaine représente environ 58% des réserves officielles de change du monde. Alors qu'à la fin des années 1970, la proportion était de 85 %.

RedRadioVE 14 juin 2023

Chine : que les États-Unis choisissent entre la coopération et le conflit!

Le directeur du Bureau de la Commission centrale des affaires étrangères du Parti communiste chinois Wang Yi a averti les États-Unis que le pays devait faire un choix entre "la coopération ou le conflit", faisant allusion aux perceptions erronées sur la Chine comme étant à l'origine de la détérioration des relations des deux pays, ajoutant qu'il n'y avait pas "de place pour un compromis" sur Taipei chinois.

Les relations de la Chine avec les États-Unis sont au niveau le plus bas depuis l'établissement des relations diplomatiques, tandis que les tensions ont monté en flèche entre les deux plus grandes économies du monde ces dernières années sur des questions allant du commerce et de la technologie à la sécurité régionale et aux différends territoriaux.

Wang Yi, directeur du Bureau de la Commission centrale des affaires étrangères du Parti communiste de la Chine, a rencontré lundi 19 juin à Pékin le secrétaire d'État américain, Antony Blinken. Au cours de leur réunion de trois heures, Wang a déclaré qu'ils [les Américains] devaient choisir entre "la coopération ou le conflit".

« Il est nécessaire de faire un choix entre dialogue et confrontation, coopération ou conflit », a déclaré le responsable chinois à Blinken, selon les médias d'État chinois.

"Nous devons inverser la spirale descendante des relations sino-américaines, faire pression pour un retour à une voie saine et stable et travailler ensemble pour trouver un moyen correct pour que la Chine et les États-Unis s'entendent", a ajouté M. Wang.



Le secrétaire d'État américain Antony Blinken serre la main du directeur chinois du Bureau de la Commission centrale des affaires étrangères Wang Yi, à Pékin, le 19 juin 2023.©AFP

La mauvaise perception américaine est la cause profonde des tensions sino-américaines

Le haut diplomate chinois a évoqué les idées fausses et les erreurs de calcul des États-Unis sur les nations chinoises, ainsi que la mauvaise perception de Washington sur les responsables de Pékin, qui sont, indique-t-il, la cause profonde de la montée des tensions entre les deux pays.

Il a exhorté Washington à s'abstenir de toute erreur de jugement et à adopter une position responsable à cet égard pour améliorer les relations détériorées entre les deux grands poids économiques du monde. *« Nous devons adopter une attitude responsable envers le peuple, l'histoire et le monde, et inverser la spirale descendante des relations américano-chinoises »*, a déclaré M. Wang, selon un communiqué publié par le ministère chinois des Affaires étrangères.

"Pas de place pour le compromis" sur le Taipei chinois

Le diplomate chinois a averti le secrétaire d'État américain que le Taipei chinois était une ligne rouge pour Pékin.

"Sur cette question, la Chine n'a aucune marge de manœuvre pour faire des compromis ou bien concéder", a déclaré la télévision chinoise, CCTV.

« Les États-Unis doivent véritablement adhérer au principe d'une seule Chine confirmé dans les trois communiqués conjoints américano-chinois, respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine et s'opposer clairement à l'indépendance de Taïwan. »

Avant sa visite à Pékin, Blinken a affirmé que l'incapacité à communiquer avec les Chinois était un facteur de risque qui pourrait conduire à des erreurs de calcul dans leurs relations.

Il a annoncé que le but de son voyage était de rétablir les canaux de communication avec les responsables chinois pour éviter que les erreurs de calcul des deux parties ne se transforment en un conflit militaire total.

Il a dit que pour éviter un conflit avec la Chine, nous devrions commencer par "communiquer". Blinken est le plus haut responsable américain à s'être rendu en Chine depuis l'entrée en fonction du président américain Joe Biden en 2021.

RT 19 juin 2023

Ukraine : Volodymyr Zelensky rejette la médiation africaine

Le président ukrainien a adressé une fin de non-recevoir à l'appel lancé par la mission de paix africaine. Celle-ci est attendue ce 17 juin à Saint-Pétersbourg, pour une rencontre avec Vladimir Poutine.

L'initiative africaine pour la paix, lancée par Cyril Ramaphosa, aura tourné court. Lors de leur étape à Kiev, Volodymyr Zelensky a refusé toute désescalade avec Moscou.

«Permettre une négociation avec la Russie maintenant, quand l'occupant est sur notre terre, signifie geler la guerre, geler la douleur et la souffrance», a tranché le président ukrainien lors d'une conférence de presse conjointe avec les dirigeants africains. *«Il est clair que la Russie essaie à nouveau d'utiliser sa vieille tactique de tromperie. Mais la Russie ne réussira plus à tromper le monde»*, a ajouté Volodymyr Zelensky. *«Nous n'allons pas lui donner une seconde chance»*.

«Il doit y avoir une désescalade des deux côtés» a pour sa

suite à la page(19)



De gauche à droite : le président des Comores Azali Assoumani, le président ukrainien Volodymyr Zelensky et le président sud-africain Cyril Ramaphosa. Ils vont s'adresser aux médias après leur entretien à Kiev le 16 juin 2023

Honduras: Des coups d'Etat pas si doux que ça et le vieux recours à la panne



La présidente du Honduras, Xiomara Castro, a réitéré dimanche la dénonciation de plans déstabilisateurs contre son gouvernement par certains secteurs de l'opposition.

Par Ricardo Salgado, ministre de la planification du Honduras

Ces jours-ci, nous entrons Honduras dans une nouvelle phase de la tentative de la droite destinée à provoquer une révolution de couleur. Cette fois, la chose semble plus organisée : des producteurs d'énergie qui éteignent leurs générateurs, des pannes constantes, des gens qui deviennent furieux et sortent pour protester dans divers endroits du pays et atteignent même la frénésie maximale en tirant sur certains transformateurs d'électricité avec des balles. Face à la dénonciation de sabotage des patrons par le Gouvernement progressiste et alors que la présidente terminait une tournée réussie en République de Chine, la droite fascisante hondurienne dit que le président Nicolas Maduro avait aussi dénoncé un boycott énergétique en 2021. Ceci, pour essayer de dire qu'aussi bien au Venezuela qu'au Honduras, c'est une ruse de la gauche.

La vidéo dans laquelle Donald Trump avoue avec un luxe de cynisme que sous son mandat, il a conduit la République Bolivarienne au bord de l'effondrement dans l'intention de voler tout son pétrole ne circule pas beaucoup dans les médias honduriens. Peut-être involontairement la droite hondurienne, dirigée idéologiquement par les gusanos de Miami et encouragée par une élite qui contrôle tout même la génération d'énergie avec la circonstance aggravante de ne payer d'impôts d'aucune sorte, souffre-t-elle d'une radicalisation vers le fascisme. Si le capitalisme est seulement une trame théorique grossière qui donne vie à un pillage systématique, celui du Honduras met en évidence la terrible réalité que les riches ne peuvent accumuler que s'ils volent ceux qui ont moins, c'est gagner beaucoup d'argent sans rien payer alors que la société subsiste grâce aux impôts de la majorité.

En fait, les compagnies productrices d'électricité qui provoquent la « panne » appartiennent à quatre familles qui se sont consacrées à spéculer, à s'enrichir en faisant de juteuses affaires avec l'État. Depuis le premier grand détournement ans les années 80 et depuis la première grande panne provoquée en 1994 pour obliger à privatiser l'entreprise nationale d'électricité, ces familles en jouissent de larges exemptions pour pouvoir accomplir la tâche monétariste de tout laisser dans les mains de l'entreprise privée, de renforcer le capitalisme financier spéculatif sans investir dans le développement du pays. Mystérieusement, ces entreprises cessent de produire en prétendant devoir faire de la maintenance sur leurs machines, juste au moment où la demande est la plus importante dans le pays, au milieu d'une sécheresse sans précédent.

Au Honduras, ces entreprises achètent le combustible sans payer d'impôts et leurs opérations indirectes sont favorisées par la subvention sur

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN ONLINE TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET). Computer with internet is required.

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! 844-947-0192 (M-F 8am-6pm ET). Computer with internet is required.

FINANCE

ARE YOU BEHIND $10k OR MORE ON YOUR TAXES? Stop wage & bank levies, liens & audits, unfiled tax returns, payroll issues, & resolve tax debt FAST. Call 888-869-5361 (Hours: Mon-Fri 7am-5pm PST)

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

MISCELLANEOUS

BEST SATELLITE TV with 2 Year Price Guarantee! $59.99/mo with 190 channels and 3 months free premium movie channels! Free next day installation! Call 888-508-5313

TV INTERNET PHONE

DISH TV $64.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. Promo Expires 1/31/24. 1-866-595-6967

TV INTERNET PHONE

DIRECTV. New 2-Year Price Guarantee. The most live MLB games this season, 200+ channels and over 45,000 on-demand titles. $84.99/mo for 24 months with CHOICE Package. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918.

le combustible en vigueur depuis que la présidente Xiomara Castro a pris la direction du pays en 2022.En bref, ce sont quatre familles qui ne payent pas d'impôts, qui touchent des subventions et qui sont sur la liste des 25 familles qui concentrent plus de 80 % de toute la richesse du pays. Ces familles concentrent dans leurs mains plus de 90 % des médias qui, comme on peut le supposer facilement, n'arrêteront pas un seul jour leurs attaques incessantes contre le Gouvernement de la présidente Castro à qui ils ne pardonnent pas sa détermination souveraine et son indépendance. La crise énergétique se produit au moment même où le Honduras reçoit une attention particulière du géant asiatique qui offre un modèle différent de relations avec un pays pauvre, en retard, très endetté, dont aucun des membres de la classe dominante n'est prêt à céder quoi que ce soit.

Créer la violence grâce à la droite n'est pas compliqué, ils ont des manuels sur ce sujet et la première charge se traduit par une virulente incontinence verbale et une compétition entre ceux qui lancent l'insulte la plus grave contre la présidente et ses fonctionnaires. Maintenant, il y a des signes qui indiquent qu'ils cherchent à créer des foyers d'agitation, en utilisant des gens humbles, qui ne comprennent pas que les responsables du problème, ce sont ces patrons et qu'en outre, ils sont tellement voraces qu'ils vendent l'énergie électrique au prix le plus élevé du continent. Alors qu'au Guatemala, par exemple, les prix ne dépassent pas 0,04 dollarpar Kw/h, au Honduras, ils atteignent souvent 0,26 dollar par Kw/h. De plus, il faut dire que beaucoup des contrats léonins accordés à ces entreprises l'ont été fin 2021, juste après que la dictature ait déjà perdu les élections. Le récit de la droite cherche à relativiser la nature de classe derrière ce phénomène de pillage et d'extorsion contre le Gouvernement de gauche qui n'est rien d'autre qu'une agression directe contre le peuple même qu'ils cherche à commander et à incendier le pays. Il est habituel d'entendre des porte-parole politiques qui ont des liens certains avec le trafic de drogue, le crime organisé, la traite de personnes et beaucoup d'autres crimes, paraître à la télévision et parler du Forum de Sao Paulo comme si c'était une secte diabolique avec un plan de domination du monde.

Ces politiciens se regroupent dans différents partis d'opposition, tous de droite, mais ils ont peu de formation politique, c'est-à-dire que ce sont des individus prêts à répéter les scénarios de Miami sans peut-être même savoir de quoi ils parlent. Toutes les droites latino-américaines semblent se ressemblent sur ce point. Au Honduras, ces groupes n'ont pas renoncé à l'idée de faire un coup d'Etat mais on prévoit déjà qu'il ne sera pas tellement « doux. » Il est plus vraisemblable qu'ils essaient de répéter l'expérience des guarimbas ou la tentative de coup d'Etat de 2018 au Nicaragua. La question est que les pas que fait le Gouvernement sous la direction de la présidente Castro se rapprochent de plus en plus de la résolution de nombreux problèmes de la société et que cela pourrait être un facteur qui pourrait mettre à mal les intentions de l'oligarchie schizophrène hondurienne. C'est pourquoi l'empressement et les angoisses fascistes augmentent.

Il est possible qu'ils aient envisagé une débâcle du Gouvernement à la moitié de l'année dernière seulement à cause de l'inertie de tous les pièges qu'ils ont montés au niveau de la gestion de l'État. Les plus de 200 fidéicommis qui avaient vidé la caisse unique de l'État, et qui rendaient tout à fait impossible de disposer des ressources pour faire face aux problèmes sociaux les plus immédiats en sont un exemple. Aujourd'hui, la combinaison des facteurs les pousse à baisser les masques en s'opposant à toute velléité de développement potentiel. Le temps joue contre eux, c'est pourquoi ils ont placé beaucoup d'espoir dans le fait que la crise de l'énergie leur permette d'avoir leur printemps Catracha.

Résumé latino-américain
17 juin 2023
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 18 Juin 2023

Suite de la page (6)

Ayisyen parèy li ».
Nòt Ministè Afè Sosyal

Direksyon Travay nan Ministè Afè Sosyal ak Travay pat pran lontan pou l te fè tande vwa l poul te bay dizon l sou zak sa a ki te mennen lanmò. Konsa Ministè a te kondane zak maspinay ki te fèt sou ouvriye ak ouvriyèz yo. Anplis li te pwofite pou l te voye kondoleyans bay fanmi moun ki mouri yo. Direksyon travay te tou fè konnen li pral voye yon delegasyon nan Wanament ki pral mennen ankèt

Ankèt sa a sw pou l ka gen limyè ki fèt sou sak sasinan sa a ki pote ale lavi plizyè moun ouvriye tankou ti moun. Ministè Afè Sosyal ak Travay fè patwon yo ak ouvriye yo sonje youn depann de lòt paske sn youn lòt la pap ka ititl tèt li anyen. MAST fè konnen se lalwa ki ba l dwa pou l foure bouch nan tout sa k ap pase nan domèn travay. Konsa Ministè a fè patwon ak ouvriye yo sonje se nan boukante lapawòl oubyen tout lòt mwayen lalwa mete pou yo rive mete yo dakò sou tout sa k ta divize yo.

Ki sa Kodevi a ye ?
Anvan n fini, n ap fè sonje Kodevi a se yon kote nan vil Wanament ki sou fwontyè ak Sendomeng pa twò lwen vil yo rele Dahabonn li ye. Se yon konpayi yo rele Gwoupo M ki vle di Konpayi pou Devlopman Endistriyèl se yon kote ki chaje ak izin ak faktori. Kote sa w tande a se yon plenn ki te konn founi diri pou tout depatman an manje pou tout yon lane. Men boujwa dominiken jwenn li pou yo louvri fakori pou fè pyès voye al vann lòtbò.

Kodevi se nan yon zòn franch. Ki vle dechèpiyè k degize an envestisè jwenn prèske gratis ti cheri kote yo mèt fin fè milya, yo pap peye taks. Anplis endistriyèl soudevlope sa a yo pap janm bay menm yon pyas pou ta devlope zòn na. Kodevi pa ko menm itilize menm yo tyè nan 80 kawo tè Leta Ayisyen mete a dispozisyon yo a. Men si sa pèmèt kèk ti malere jwenn lavi miyò, men militè makout dominiken yo pap pley. Yo konn pwofite pou yo sasinen ouvriye ak ouvriyèz yo chak fwa yo leve kanpe pou reklame dwa yo epi denonse abi ak enjistis nonm Kapeyann nan ak akolit li konn fè yo.

Suite de la page (5)



Pouvoir, aversion, division, violence, désillusion, échec et déception

protection de l'environnement, respect des principes sacrés des droits humains…

L'altermondialisation livre donc une lutte farouche, mais combien inégale contre la « mondialisation effrénée » qui, de son côté, dispose de tous les moyens de répression pour imposer sa logique de domination politique, économique et sociale.

Selon Jacques B. Gélinas, auteur de « **La Globalisation du monde »**, il faut situer le début de la première mondialisation à l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique à la fin du 15e siècle :

« Avec la circumnavigation de l'Afrique par Bartolomeu Dias (1488), la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb (1492) et l'ouverture de la route maritime des Indes par Vasco de Gama (1498), l'empire commercial de l'Europe devient mondial. Il continuera de se déployer progressivement au fil des ans et des siècles. » Nous sommes « nous-même » en désaccord avec le terme « *découverte* ». C'est une autre histoire.

Les tempêtes sociales et économiques de la mondialisation n'ont pas épargné la République d'Haïti. Subjugué par les indésirables « créanciers du Nord », le président René Préval a liquidé des entreprises d'État pour une bouchée de pain : Minoterie, Ciment d'Haïti, Téléco… Il a marché sur les « traces » du tristement célèbre ministre des finances, devenu par la suite gouverneur de la banque nationale, M. Lesly Delatour qui a détruit les usines sucrières du pays au profit de la bourgeoisie compradore marinée dans les activités lucratives d'import/export. Les États-Unis, la France, le Canada, l'Angleterre, etc., mènent la chasse aux opposants de l'idéologie du capitalisme global qui se font toujours remarquer ici et là par une série d'actions spectaculaires au cours des manifestations aux couleurs de « l'antimondialisation ».

Les années sombres du duvaliérisme, les dictatures militaires qui lui ont succédé, le régime gouvernemental des lavalassiens, le règne absurde des Tèt kale ont ravagé l'économie haïtienne déjà anémiée par la période désastreuse de l'occupation américaine. L'enrichissement illicite et l'appauvrissement infrahumain cohabitent incroyablement dans le même pays, les mêmes régions, les mêmes villes, les mêmes quartiers, les mêmes rues : un cocktail de révolution explosif qui attend les étincelles d'une prise de conscience généralisée. Cependant, le peuple haïtien maintenu dans son état d'inculture et de faiblesse idéologique n'arrive pas jusqu'à présent à s'organiser, à mettre à profit ses forces vives pour se réapproprier l'espace de ses droits. Jacques B. Gélinas[1] explique : « Comprendre, c'est prendre conscience, et la prise de conscience constitue une étape préalable à la critique et à la résistance. » Après la deuxième guerre mondiale, les vainqueurs de Berlin se sont partagé la Terre à Yalta. Ils se sont érigés en juges, accusateurs et bourreaux à Nuremberg et à la Haye. Ils répudient sans être répudiés. Maudissent sans être maudits. Condamnent sans être condamnés. Décident. Interdisent. Imposent. Nomment. Destituent. Exécutent. Inhument…!

Deux locutions substantives arrogantes leur confèrent toute la légitimité interventionniste : « **Crime contre l'humanité** », « **Droit d'ingérence humanitaire** ». La médecine de cette « tyrannie déguisée » a déshydraté de nombreux pays, les a transformés en loques et en ruines, pour les entraîner finalement dans une aporie caractérisée par des cycles de violences innommables. La courroie d'exploitation et de déshumanisation des moins nantis est supportée par des laquais autochtones qui se sont voués au service des gouvernements étrangers et des dirigeants transnationaux.

Il y a surtout une leçon à retenir de l'épopée homérique. Hector tue Patrocle. Achille venge Patrocle en tuant Hector. Pâris, fils du roi Priam et d'Hécube, frère cadet d'Hector, guidé par Apollon, tue Achille avec une flèche empoisonnée. Achille avait un talon vulnérable. Et Apollon, dieu de la Beauté, de la Lumière, des Arts et de la Divination, a révélé le secret à Pâris. Thétis, la mère d'Achille a bien voulu le mettre en garde. Le trouvant impatient de tuer Hector, elle lui a parlé à peu près en ces termes: « Si j'ai bonne mémoire, mon enfant, en vengeant la mort de Patrocle, et en faisant périr Hector, tu mourras toi aussi, car immédiatement après Hector, c'est la destinée qui t'attend. »

Dans ce climat de pourrissement politique aggravant, certaines instances de la communauté internationale peuvent bien se réserver le rôle de tuer Agamemnon, le grand persécuteur des Troyens. Et l'escalade se poursuivra. Car, il y aura Orestre. Ensuite! Encore! Et encore! Sophocle, Euripide et Eschyle ont raccordé des épisodes épiques à la tragédie d'Homère qui nous ont permis de déduire que ni vainqueurs ni vaincus de cette guerre légendaire n'ont été épargnés par la main tragique du destin impitoyable.

J'emprunte l'idée sartrienne, l'idée de Jean Paul Sartre pour dire à ma façon: la politique, l'art de guérir le mal par le mal. Pour guérir les gens d'Argos, Électre, la sœur d'Orestre, a compris qu'il lui faudrait la violence. On ne peut vaincre le mal, dit-elle, que par un autre mal. La première pièce écrite par Sartre, **Les Mouches**, drame en trois actes, est une démarche intellectuelle qui s'inscrit dans le courant dramaturgique baptisé **théâtre de situation**. Pour venger son père, Orestre doit tuer sa mère Clytemnestre et son amant Égisthe. Clytemnestre, la mère d'Orestre et d'Électre, est coupable avec son amant de l'assassinat d'Agamemnon, son mari. Orestre doit commettre un matricide. Vaincre donc le mal par un autre mal. C'est cela le **théâtre de situation** dans l'optique sartrienne. « **Théâtre de situation** en corrélation avec le **théâtre de la liberté**. » La liberté mise en situation.

Il n'y a aucune négociation possible entre « **Le Diable et le Bon Dieu** ». Il faut que les politiques cartésiens s'organisent, définissent des stratégies d'action pour renverser le gouvernement illégal et illégitime d'Ariel Henri et le remplacer par un **Conseil national de gouvernement révolutionnaire** (CNGR).

Robert Lodimus

Suite de la page (17)

part affirmé Cyril Ramaphosa. Celui-ci avait annoncé cette mission de paix africaine mi-mai, dans la foulée de nouvelles pressions occidentales sur Pretoria. Depuis le début du conflit en Ukraine, Washington et des chancelleries européennes reprochent au gouvernement sud-africain de ne pas avoir pris parti contre Moscou. Sous perfusion militaire et financière, Kiev a de son côté lancé début juin une large contre-offensive réclamée par ses parrains occidentaux.

Durant ce voyage en Europe et en Russie, le président sud-africain est accompagné de ses homologues sénégalais Macky Sall, zambien Hakainde Hichilema et comorien Azali Assoumani – également à la tête de l'Union africaine – ainsi que des représentants congolais, ougandais et égyptiens. La délégation est attendue à Saint-Pétersbourg ce 17 juin, où elle s'entretiendra avec le président russe Vladimir Poutine.

RT France 17 juin 2023